



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2899
23 février 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Le Maire, Attal, Macron Des milliards pour l'armée, l'austérité pour les travailleurs



PHOTOS ALAIN GASTAL/RADIOFRANCE10

Production d'obus à Tarbes.

Manouchian
**Commémoration
et récupération**

Page 5

Gaza
**Un ignoble
massacre**

Page 16

Automobile
**Les profits
de l'exploitation**

Pages 12 et 13

Leur société

- Mesures d'austérité : aux voleurs ! 3
- Immigration : le bal des démagogues 3
- De Frontex au RN : faire carrière sur les noyés 4
- Armement : la course à la production et aux profits 4
- Sénateurs : à la pointe de l'arrière-garde 4
- Manouchian : commémoration et récupération 5
- Texte de *Lutte de Classe*, février 1944 : défense des terroristes 5
- Seuils sociaux : la porte ouverte aux attaques antiouvrières 6
- CDI seniors : vol qualifié 6
- Transports en Île-de-France : "l'important, c'est d'anticiper" 6
- Enseignement : toujours moins de personnel 7
- Au grand bazar des annonces 7
- CAF et SNU : engagez-vous, rengagez-vous 7
- Uniforme : dur dur de faire marcher au pas 7

Dans le monde

- Russie : Poutine impose un silence de mort 8
- Navalny, un "démocrate" ? 8
- Ukraine : des accords pour continuer le massacre 9
- Munich 2024 : le rendez-vous des fauteurs de guerre 9
- Uber, Deliveroo : le soutien des gouvernements 9
- Mayotte : le piège d'une guerre entre pauvres 10
- Hongrie : une partie de la jeunesse contre Orban 10
- Gaza : une guerre sans fin 16
- Julian Assange : les oubliettes des "démocraties" 16

Dans les entreprises

- SNCF : la grève des contrôleurs 11
- À Strasbourg 11
- Nos lecteurs écrivent : être contrôleuse, ce n'est pas un privilège 11
- Forvia 11
- Renault 12
- Renault - Douai 12
- Simoldes Plasticos Onnaing 12
- Stellantis : les milliards volés aux travailleurs 13
- Toyota - Onnaing 13
- La Poste - Nantes 14
- Hôpitaux lyonnais : "innover" pour ne rien changer 14
- IDEA-ASN - Calais 14
- Morts au travail 15
- Revima Caudebec-en-Caux 15

Agenda

- Les fêtes de Lutte ouvrière 3

La grève, c'est l'arme de tous les travailleurs

La grève des contrôleurs de la SNCF, les 17 et 18 février, a entraîné une poussée de fièvre antiouvrière : les laquais de la bourgeoisie, qui applaudissent aux superprofits et trouvent normal que les actionnaires encaissent des dividendes en hausse de 20 ou 30 % par an, se sont déchaînés contre les prétendus « cheminots privilégiés ».

En première ligne, il y avait les sénateurs de droite. Ces messieurs viennent de se voter une augmentation de 700 euros de leurs frais de mandat, lesquels passeront de 5 900 à 6 600 euros mensuels car, expliquent-ils, l'inflation et les JO font augmenter les nuitées d'hôtel. Cela ne les a pas empêchés de calomnier les contrôleurs qui, à les entendre, « n'avaient pas à se plaindre ».

Ne leur en déplaise, les contrôleurs ne se « plaignent » pas, ils se battent, et ils savent pourquoi : 500 euros par mois sur la prime de travail, des mesures d'aménagement pour ceux qui approchent de la retraite et des embauches, pour qu'il y ait deux contrôleurs dans tous les TGV.

Comme n'importe quel travailleur, les contrôleurs de la SNCF veulent que leurs conditions de travail et leurs salaires ne reculent pas. Politiciens et médias ont tenté de dresser les usagers contre les cheminots, mais cela n'a pas marché auprès de bien des travailleurs, précisément parce que ces revendications font écho à celles de l'ensemble du monde du travail.

La flambée des prix que nous subissons est bien supérieure à l'inflation de 5 % officiellement annoncée. Quel est l'ouvrier, l'employé, la caissière, le technicien, l'aide à domicile satisfait de son salaire ? Cela fait des années que les suppressions d'emplois se succèdent. Alors, qui n'a pas de revendication concernant les effectifs et les conditions de travail ?

Les politiciens ont fait mine de se soucier des vacances des travailleurs, alors qu'ils sont, avec le grand patronat, les premiers à nous les pourrir en faisant reculer nos droits et notre pouvoir d'achat.

Si quelques familles ont été privées de ski, n'oublions pas que des millions d'autres n'ont jamais mis les pieds dans une station de sports d'hiver. Non pas faute de trains, mais parce qu'après avoir payé la facture d'électricité et le plein d'essence il ne reste plus rien.

Revendiquer l'augmentation de son salaire de base, c'est-à-dire le salaire qui tombe tous les mois, qui assure un minimum quand on est malade et

qui compte pour le calcul de la retraite, est une préoccupation commune à tous les travailleurs. Et il faut que cette augmentation soit indexée sur le niveau réel d'inflation que nous mesurons tous quand nous allons faire nos courses et devons payer toutes nos factures.

C'est un combat à mener car, même si les milliards pleuvent dans les caisses du grand patronat, celui-ci ne lâchera rien de notable sans y être contraint par les travailleurs mobilisés.

Ce combat démarre parfois dans un service ou un atelier au moment des négociations annuelles obligatoires qui mettent en lumière la rapacité patronale. Mais, pour faire payer le grand patronat, il faut que l'action collective et la combativité s'élargissent et se répandent à tous les corps de métier et à tous les secteurs.

Les grèves de cheminots ont le don d'enrager les défenseurs du patronat parce qu'elles démontrent de façon spectaculaire le poids des travailleurs dans la société. Avec 70 % de grévistes dans les TGV, les contrôleurs ont désorganisé le trafic. C'est dire qu'ils sont indispensables à la bonne marche de la société. Cela donne une idée de la force que représenteront tous les contingents de salariés quand ils entreront en lutte ensemble, entraînant, espérons-le, les petits agriculteurs, artisans et petits commerçants écrasés par le grand capital.

Il y aura toujours des parasites pour nous faire la leçon et nous expliquer, comme l'a doctement fait le Premier ministre, que « les travailleurs ont le devoir de travailler ». Merci, Monsieur Attal, quand on appartient au monde du travail, on sait qu'on y est obligé !

Mais on sait aussi que le droit d'encaisser, c'est la bourgeoisie qui le détient, les grands actionnaires et le grand patronat, tel le patron de LVMH, Bernard Arnault, qui a gagné en 2023 l'équivalent d'un smic toutes les 15 secondes.

Alors, vive les travailleurs qui se battent pour défendre leur niveau de vie et leurs conditions de travail ! Quelle que soit notre branche d'activité, notre lutte est légitime. Marchons la tête haute et luttons pour nos intérêts, avec l'objectif de généraliser le combat, parce que c'est en s'unissant que les travailleurs pourront véritablement inverser le rapport de force avec le grand patronat.

Nathalie Arthaud



Grève de Kuehne Nagel à Verrière-en-Anjou.

Mesures d'austérité: aux voleurs!

« Nous avons choisi de réduire les dépenses immédiatement et massivement », a assené calmement Bruno Le Maire le 18 février aux téléspectateurs de TF1, avant le film. Prétendant une baisse dans sa prévision de croissance, le ministre de l'Économie a l'intention d'économiser brutalement 10 milliards d'euros sur les dépenses prévues.

Le ministre a bien sûr entouré ses annonces de précautions oratoires se voulant rassurantes. Il n'y aurait aucun effet sur la vie de la population. La Sécurité sociale ne serait absolument pas touchée, les économies seraient indolores,

la réduction des dépenses de fonctionnement de l'État à elle seule garantirait 5 milliards d'économies. Les autres 5 milliards proviendraient de baisses sur les budgets des politiques publiques.

Prétendre que l'ampu-

tation sera indolore est un mensonge grossier. L'application annoncée du doublement des franchises médicales touchera au porte-monnaie les travailleurs, en particulier les plus âgés. Et comment oser dire que les embauches « reculées », le budget déplacements réduit, les dépenses rognées dans les services de l'État ne nuiront pas non seulement aux salariés concernés, mais aussi aux usagers?

Le lendemain, sur France 2, le ministre des Comptes publics passait la deuxième couche. Il fallait absolument rassurer les agences de notation et, pour ce faire, diminuer le déficit budgétaire. L'État s'était déjà montré très généreux avec MaPrimRenov, il allait serrer les cordons de la bourse, et tant pis pour les propriétaires peu argentés qui comptaient faire des économies d'énergie en calfeutrant leur maison ou en changeant leur vieille chaudière! De toutes façons, ajoute le ministre, avec la révision du calcul du diagnostic de performance énergétique entreprise par le ministère du Logement, tout va beaucoup mieux. Quant à la formation, grâce au Compte personnel de formation (CPF) pour lequel les travailleurs cotisent, il faudra participer pour



La recette de Le Maire pour les travailleurs

Immigration: le bal des démagogues



Lundi 12 février, Les Républicains ont présenté une proposition de loi réformant l'accès aux prestations sociales des étrangers, qu'ils comptent soumettre à un référendum d'initiative partagée (RIP).

Ce projet de loi reprend certaines des mesures de la loi Immigration censurées par le Conseil constitutionnel en janvier, dont l'instauration d'une préférence nationale concernant certaines prestations sociales, qui ne seraient versées qu'après une durée de résidence minimum. L'abandon de l'Aide médicale d'État (AME) serait aussi soumis à ce référendum.

Pour permettre celui-ci, ce projet devrait d'abord réunir l'approbation de 185 parlementaires, ce qui est possible, car les députés et sénateurs LR sont en tout 195. Mais il faudrait ensuite que le Conseil constitutionnel donne son aval et, enfin, que le projet obtienne en neuf mois le soutien de 10 % des électeurs, soit près de 5 millions de personnes.

Aucun projet de RIP n'a jusqu'à présent franchi tous ces obstacles. Mais, même s'il a peu de chance d'aboutir, cela donnera à LR l'occasion de continuer pendant des mois sa campagne xénophobe, et de faire de la

surenchère pour se montrer le parti le plus ferme contre les immigrés.

Il faut dire que la concurrence dans ce domaine est rude, tant les démagogues anti-immigrés sont nombreux, aussi bien au gouvernement qu'à droite et à l'extrême droite. Après la censure de la loi Immigration, les sénateurs centristes ont déposé une proposition de loi reprenant une partie des mesures retoquées.

Darmanin a annoncé, dimanche 11 février, qu'il veut supprimer le droit du sol à Mayotte, ce qui nécessiterait une réforme de la Constitution. Cela a donné l'occasion à LR et au RN de surenchérir d'une même voix, réclamant la suppression du droit du sol sur tout le territoire.

Cette propagande odieuse est un poison pour les travailleurs, qui veut les diviser face à leurs exploités, véritables responsables du chômage et de la misère.

Hélène Comte

10 % à son coût; 200 millions d'euros seront également soustraits au budget de l'apprentissage. Le fonds vert, qui permet aux collectivités locales d'effectuer une transition énergétique, sera amputé de 400 millions d'euros. Et l'aide publique internationale au développement maigrira elle aussi de 800 millions.

Cette saignée budgétaire est annoncée, comme le faisait remarquer la présentatrice de TF1 à Bruno Le Maire, au moment où le gouvernement débourse des millions pour tenter de calmer les agriculteurs, d'autres millions pour le BTP sous prétexte de l'aider à construire des logements,

et surtout 3 milliards pour la guerre en Ukraine, en fait pour les capitalistes de l'armement. Quant aux dizaines de milliards versés en aides aux capitalistes – 157 milliards alloués en 2019, selon la dernière statistique complète – il n'en a pas été question. Il n'était pas question non plus des milliards de profits annoncés au même moment par Stellantis, EDF et Renault. C'est pourtant là que gît l'immense réserve de richesses dont la classe ouvrière est à l'origine par son travail. C'est donc là qu'il faut puiser pour satisfaire les besoins de la population.

Viviane Lafont

18, 19 et 20 mai: la Fête de Lutte ouvrière à Presles

La Fête de Lutte ouvrière à Presles (Val-d'Oise) aura lieu samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai, pendant le week-end de la Pentecôte.

La carte d'entrée est en prévente à 15 euros jusqu'au dimanche 21 avril, puis à 20 euros jusqu'au mercredi 15 mai. Après cette date et sur place à l'entrée de la fête, elle coûtera 25 euros.

Les bons d'achat coûtent 4 euros, pour une valeur de 5 euros à la fête.

Pour les jeunes de 15 à 18 ans, la carte d'entrée est éligible au pass Culture. Nos lecteurs peuvent acheter leur carte auprès de nos militants, ou sur le site :

<https://fete.lutte-ouvriere.org/billetterie>



Fêtes régionales

Saint-Denis

Samedi 24 février de 16 h à minuit

Salle de la Légion-d'honneur

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 heures

Beauvais

Dimanche 17 mars à partir de 11 h

Espace Pré-Martinet

Metz

Dimanche 17 mars à partir de 11 h

Centre d'activités et de loisirs des Plantières (CALP)
Ligne A ou B arrêt Felix-Alcan

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 15 heures

De Frontex au RN: faire carrière sur les noyés

Un certain Fabrice Leggeri, directeur de Frontex, l'agence des gardes-frontières européens, entre 2015 et 2022, figurera en troisième position sur la liste du Rassemblement national de Bardella et Le Pen aux élections européennes du 9 juin. La carrière et les positions de ce monsieur méritent qu'on s'y arrête.

Leggeri est entré au ministère de l'Intérieur en 1996, sous Jean-Louis Debré, ministre et grand ami de Chirac. Il s'y occupait, déjà, des questions de frontières. L'arrivée de la gauche au pouvoir l'année suivante, avec Jospin Premier ministre, Chevènement à l'Intérieur, la participation du PCF et l'accession de Mélenchon aux responsabilités, ne l'a pas déstabilisé. Il est même monté en grade, puis a été recommandé comme expert auprès de la Commission européenne. Il a

ensuite exercé diverses responsabilités, de celles qui peaufinent le haut serviteur de l'État. Et c'est encore un gouvernement de gauche, avec Hollande président et Cazeneuve à l'Intérieur, qui en 2015 l'a propulsé à la direction de Frontex, où Macron, élu en 2017, l'a évidemment maintenu.

À la tête de cette agence chargée de surveiller les frontières de l'Union européenne, Leggeri a pu donner sa pleine mesure. Sous son autorité et quasiment sous les yeux de ses hommes,



Au large de Lampedusa, il y a un an.

les malheureux affamés qui tentaient d'arriver en Europe sur des bateaux de fortune se sont noyés par milliers, voire par dizaines de milliers. Les autorités européennes, qui pourtant lui fournissaient crédits, équipements et directives, ont fini par lui demander de bien vouloir respecter un minimum de formes et de se conformer au droit en vigueur. Des ONG ont révélé suffisamment d'épisodes où Frontex a envoyé sciemment des migrants à la mort pour que Leggeri, qui couvrirait ces agissements, soit contraint de démissionner

en 2022. Mais, dans le climat politique actuel, fait d'hystérie anti-migrants et de concurrence xénophobe entre le gouvernement, la droite et le RN, une carrière politique s'offrait à lui.

L'homme a d'abord pris langue avec la liste de la droite LR mais, si celle-ci est suffisamment réactionnaire pour convenir à un ex-chasseur de migrants, elle a peu de places éligibles à offrir. Leggeri, qui en plus d'une ambition doit sans doute nourrir une famille, a donc cherché la sécurité du côté du RN, de ses 30 % dans les sondages et de l'espoir,

sait-on jamais, d'un ministère une fois Le Pen présidente. Trop content d'avoir un garde-chiourme aussi diplômé sur sa liste, le RN s'est pressé de lui faire une place.

Le voilà donc, l'arc républicain dont les commentateurs politiques cherchent la définition : ce haut fonctionnaire sans états d'âme, qui a fait carrière sur la mort de milliers d'hommes, peut l'incarner, avec son itinéraire allant de la gauche de gouvernement au RN, en passant par Macron et la droite.

Paul Galois

Armement: la course à la production et aux profits



Le 15 février, à l'occasion de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, Sébastien Lecornu, ministre des Armées, a annoncé que la France consacrerait en 2024 plus de 2 % du PIB à l'effort de guerre. C'est une véritable aubaine pour les industries de guerre.

L'industrie française d'armement est dominée par de grands groupes comme EADS (avions, missiles, espace, hélicoptères, communications), Thales (électronique de défense), Navalgroup (constructions navales, l'ex-DCNS), Safran (moteurs, électronique de défense), Dassault Aviation (avions de combat) et encore Nexter (production de munitions), qui bénéficient très largement des commandes de l'État. Celles-ci constitueraient en effet les deux tiers du chiffre d'affaires de ces industriels.

Tous envisagent d'augmenter leur production, et vite. Ainsi, pour celle des missiles Mistral et des obus de 155 mm, Lecornu avait déclaré il y a un an : « Nous produisons 20 Mistral par mois en 2022. Ce chiffre est passé à 30 en 2023 et montera à 40 en 2024. » L'entreprise MBDA (Royaume-Uni, Italie, France), qui produisait jusque-là des missiles Aster en 40 mois, doit réduire ce délai à 18 mois, un défi qui, paraît-il, a été réussi avec le canon Caesar. Arquus, filiale du groupe Volvo, est aussi en ordre de marche pour la production

de blindés pour l'armée de terre. L'entreprise doit livrer ces prochaines années 140 blindés Jaguar, 800 Griffon et une trentaine de Caesar, dont elle fabrique la partie « mobilité ».

La production de munitions du groupe Nexter est aussi en pleine ascension. Il s'agit de munitions de moyen calibre et d'obus de plus gros calibre, tirés par les blindés AMX-10 RC ou les canons Caesar. L'objectif de Nexter est d'augmenter de moitié ses capacités de production en 2024 et de les doubler d'ici 2025. Pour ce faire, la société investit dans de nouveaux bâtiments, investissements déjà prévus quelques années avant la guerre, « mais les événements

récents nous ont motivés à voir plus grand », explique Hervé Le Breton, un des directeurs des usines de ce groupe. Comme toutes les entreprises de ce secteur, Nexter se prépare à faire d'importants bénéfices, et ce sur plusieurs années. Frantz Caillau, directeur de Nexter Arrowtech (filiale « munitions » de l'entreprise), saluait la loi de programmation militaire 2024-2030, au nom de la nécessité d'avoir « une visibilité sur plusieurs années ».

Les très gros profits seront d'autant plus au rendez-vous qu'avec l'augmentation de la demande les prix grimpent. Selon l'amiral Rob Bauer, le président du comité militaire de l'OTAN, avant l'invasion russe de février

2022, un obus coûtait environ 2 000 euros ; mais en octobre 2023 le coût du même obus pouvait être bien plus élevé. Une commande récente de l'Allemagne auprès d'un producteur français, pour 68 000 obus, s'est conclue à un prix unitaire de 4 088 euros.

Alors que les conflits se multiplient et se généralisent, l'économie capitaliste est de plus en plus une économie de guerre, encore plus propice aux affaires pour les capitalistes. La guerre leur rapporte déjà gros, et ils sont confiants et convaincus que tout cela devrait durer. Peu leur importe ce qu'il en coûte à la société et à l'humanité.

Aline Retesse

Sénateurs : à la pointe de l'arrière-garde

Le Sénat vient de rejeter un projet de loi proposant la mise en place d'un congé menstruel de deux jours par mois, sans perte de salaire, pour les femmes aux règles douloureuses, en particulier en cas d'endométriose. Le prétexte invoqué par le ministre de la Santé pour s'opposer à la généralisation de ce droit est que cela induirait un risque

de discrimination à l'embauche. Il opposait, hypocritement, la nécessité d'un accompagnement médical. Une sénatrice de droite, elle, invoquait « des effets secondaires non désirés », comme l'atteinte à « l'intimité de la personne ». Elle a même osé parler du coût de la mesure pour la Sécurité sociale.

Pourtant la mesure est déjà appliquée et bénéficie

en particulier aux travailleuses d'Espagne, à celles de certaines collectivités comme la région Nouvelle Aquitaine, ou les villes d'Arras et prochainement de Tours.

S'opposer à un progrès des droits des femmes et des travailleuses, tout en se prétendant les défenseurs des salariées, c'est gonflé !

E. G.

Manouchian : commémoration et récupération

Quatre-vingts ans jour pour jour après son exécution, Macron, grand amateur de commémorations nationales, a choisi d'instrumentaliser la dépouille de Manouchian, ainsi que celle de son épouse, en organisant, mercredi 21 février, le cérémonial de leur entrée au Panthéon.

Le PCF, trop heureux de rappeler qu'il avait été le parti de la Résistance, s'est prêté à cette opération d'union sacrée. *L'Humanité* a ouvert ses pages à Macron pour une interview fleuve, lui permettant de se présenter en défenseur de valeurs humanistes,

lui dont la politique ne cesse de présenter les étrangers comme une menace.

La plupart de ceux qui figuraient sur « l'affiche rouge » de sinistre mémoire seraient aujourd'hui appelés travailleurs immigrés, voire clandestins. Manouchian,

arrivé en France à 18 ans en 1924, avait été débouté de deux demandes de naturalisation et avait été arrêté quelque temps à l'automne 1939 en raison du décret d'interdiction du PCF par le gouvernement Daladier. La République n'avait pas été plus accueillante pour Joseph Boczov. Hongrois, Juif communiste passé par les Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, il avait été parqué par la III^e République au

camp d'Argelès avec des milliers de réfugiés espagnols après la victoire de Franco en 1939. Interné ensuite au camp de Gurs, car « étranger indésirable » selon les décrets Daladier de 1938, il avait été livré aux autorités allemandes après juin 1940 et s'était évadé de déportation. Les autres avaient suivi des itinéraires semblables.

Alors, pour la mémoire de ces militants fusillés, condamnés par le régime de Pétain après leur arrestation

par sa police bien française qui n'en allait pas moins être décorée en 1944 par de Gaulle, nous préférons publier un texte daté du 23 février 1944, publié dans la revue *Lutte de Classes* éditée clandestinement par l'Union communiste, le "groupe Barta" dont *Lutte ouvrière* est issue. Il a donc été écrit par nos camarades deux jours après que Manouchian et vingt-et-un de ses camarades eurent été fusillés.

Boris Savin

Défense des terroristes

Vingt-quatre « terroristes » sélectionnés viennent d'être livrés à la publicité par la Gestapo, pour dégoûter de l'armée clandestine, qui lutte contre l'impérialisme allemand, la « bonne société » et les petits bourgeois conformistes.

Regardez-les, disent les scribes de la Gestapo, ces faces « rusées et cruelles » de Juifs, de Polonais, d'Italiens, d'Espagnols communistes : ces gens prétendent juger du destin de la France ! Certes, d'après les prostitués de la presse bourgeoise, ce sont les Doriot et les Goering, aux faces bouffies, et tous les engraisés du régime de terreur bourgeois qui doivent décider du sort de la France...

Regardons-les bien, travailleurs : ces visages que le photographe et les commentateurs des affiches veulent nous empêcher de voir sont des visages d'opprimés, des visages de travailleurs : ils sont notre propre visage. Comment ces têtes d'opprimés et d'exploités de plusieurs pays, qui luttent à mort contre le régime capitaliste d'exploitation et de misère, ne feraient-elles pas écumer de rage les bourgeois gavés au marché noir et vautrés dans les bras de prostituées qu'ils entretiennent avec le sang et la sueur des ouvriers ?

Regardons-les bien, camarades, ces têtes énergiques de jeunes qui bravent à leur « procès » les canailles galonnées chargées de les faire fusiller : leur courage doit servir d'exemple à tous les jeunes, à notre époque de guerres impérialistes et de guerres civiles.

« Ils ont des dizaines de crimes sur la conscience », profèrent leurs bourreaux, experts dans l'assassinat de

milliers d'hommes en un seul jour, en une seule bataille... « Ils ont suivi l'école du crime », clament les professeurs qui enseignent l'« art » de la tuerie à des milliers de jeunes de 16 ans arrachés à leurs familles contre leur gré... « Ils ne sont pas la France », affirment les tortionnaires du peuple français qui n'ont pas assez de leur Milice, de leur police, de leur Garde mobile, des bandes fascistes et des troupes d'occupation spéciales pour venir à bout des dizaines de milliers de réfractaires à la déportation et au travail pour la guerre impérialiste, et qui se gardent bien de publier les listes des jeunes gens qu'ils abattent par dizaines tous les jours.

« Ce sont des bandits », écrivent les journaux à solde, en exposant certains cas particulièrement suspects. Mais si l'activité de véritables bandits, parmi lesquels il ne faut pas oublier des bandits de la Milice, de Doriot et de Déat, se poursuit impunément, n'est-ce pas là le résultat de l'anarchie croissante dans laquelle le capitalisme et la guerre ont jeté la société ?

La classe ouvrière est résolument pour ceux qui ont pris les armes contre les bourreaux français et allemands qui martyrisent les peuples ; elle accueille avec mépris les manœuvres de diversion de la bourgeoisie. Mais la classe ouvrière est inquiète ; elle ne comprend pas pourquoi des

militants qui autrefois combattaient sans compromis la bourgeoisie de tous les pays, mènent actuellement leur lutte sous le drapeau tricolore et au bénéfice des armées de Washington, de Londres et d'Alger. Les ouvriers savent qu'ils n'ont rien à attendre d'une victoire d'armées capitalistes qui ne feraient que relever les armées allemandes dans leur rôle de gardes-chiourme pour maintenir le capitalisme. Ils savent que Roosevelt en Amérique et Churchill en Angleterre prennent contre la classe ouvrière les mêmes mesures que Hitler en Allemagne.

Le prolétariat cherche des militants et un parti qui luttent directement pour ses intérêts, pour son relèvement économique et culturel, pour ses conquêtes de juin 1936, conquêtes qui sont également odieuses pour tout gouvernement capitaliste, totalitaire ou parlementaire, et qui rencontreraient la même résistance de sa part.

Servir la classe ouvrière, c'est lutter pour les États-Unis socialistes d'Europe, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pour le socialisme. Lutter pour le triomphe de soi-disant démocraties sur le fascisme, c'est renouveler la trahison de 1914, quand les partis socialistes de l'Entente se mirent du côté de leur bourgeoisie sous prétexte de vaincre le militarisme.

De même que la grande majorité des ouvriers socialistes comprirent la trahison de leurs chefs et passèrent à la III^e Internationale de



MUSÉE DE L'ARMÉE

Lénine et de Trotsky pour accomplir leur devoir de classe, de même la grande majorité des ouvriers communistes doit cesser de s'accrocher aux restes pourris de ce qui fut autrefois la III^e Internationale pour lutter avec les militants de la IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste.

Les militants combattants du PC restés fidèles à leur classe doivent se convaincre que le réveil de la classe ouvrière, par l'activité croissante de ses

éléments les plus avancés et l'assaut de celle-ci contre le régime capitaliste, n'ont rien de commun avec la lutte sous le commandement des officiers réactionnaires de De Gaulle.

La IV^e Internationale appelle les meilleurs militants de la classe ouvrière à serrer leurs rangs autour du drapeau rouge communiste, qui triomphera envers et contre tous de la barbarie capitaliste et de la guerre !

Lutte de classe
Février 1944

Seuils sociaux : la porte ouverte aux attaques antiouvrières

Sous prétexte de simplifier la vie des chefs d'entreprise, en particulier des petites, et d'aller vers le plein emploi, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a saisi la remise d'un rapport parlementaire par des députés Renaissance pour déclarer jeudi 15 février qu'il fallait « transformer un maquis en jardin ».

Dans ce jardin, pour patrons s'entend, on pourrait déroger aux seuils sociaux actuels, c'est-à-dire au nombre de salariés à partir duquel des obligations sont imposées. Leur abolition est un des chevaux de bataille du patronat et ils ont déjà été révisés en sa faveur sous Hollande et Macron, déjà sous les mêmes prétextes : simplifier la vie des patrons, pour qu'ils embauchent. Il existe toujours cependant trois seuils légaux principaux, l'un à onze salariés, un autre à cinquante et un dernier à deux cents.

Normalement, au-delà de cinquante salariés, une entreprise doit payer le 1 % logement, rédiger un règlement intérieur, avoir un comité social et économique (CSE) qui doit être consulté. Au-delà de onze travailleurs, l'entreprise a des obligations d'emploi de travailleurs handicapés. Bien sûr, cela reste souvent théorique, bien des entreprises sous-déclarant volontairement leurs effectifs, comme le reconnaît un rapport public de 2022.

En passant, le rapport parlementaire remis

à Le Maire défend aussi une révision des délais de contentieux prud'homaux qui serait en défaveur des salariés. Cela dit bien tout l'enjeu du projet de simplification, qui est de faire le ménage dans des dispositifs qui, s'ils n'ont jamais empêché ni même parfois amorti l'exploitation, laissent aux travailleurs quelques arguments légaux pour se défendre ou se protéger. Bien sûr, Le Maire met en avant les difficultés des petites entreprises, voire des toutes petites, pour appeler à la révision des seuils et à des allègements.

Cette posture vise surtout à convaincre les milieux du patronat que le gouvernement ne reste pas les bras croisés face à ses demandes. Elle vise aussi, comme toujours, à faire



passer l'idée que les intérêts du patronat sont ceux de toute la société et que les travailleurs coûtent cher. Le rapport parlementaire et la loi en préparation annoncent en fait de nouvelles attaques contre eux. Quant aux petits patrons étranglés de dettes et coincés sous la pression des gros, ce n'est pas cela qui leur ouvrira les portes du jardin d'Éden.

Boris Savin

Sil rouge

EDF : racketter, ça rapporte

- EDF annonce un résultat financier record pour 2023 : 10 milliards d'euros. Ce qui nous est présenté comme un succès est payé par les hausses de tarifs aux particuliers, à hauteur de 44 % en deux ans.
- EDF a été renationalisée en 2022 mais, qu'elle soit à capitaux publics ou privés, elle continue de rouler le consommateur.

Tesla : un système bien pollué

- Tesla n'utilisant pas tous ses « droits à polluer », à savoir les quotas de CO₂ attribués aux industriels, il les revend à d'autres entreprises automobiles, comme Volkswagen et General Motors.
- Cela lui a rapporté 1,78 milliard de dollars en 2022, et au total 9 milliards depuis 2009. Tesla s'enrichit ainsi grâce aux voitures thermiques, tout en se vantant de faire de l'électrique, prétendument moins polluant.

Hôpitaux publics : sous respirateur artificiel

- Le gouvernement vient d'annoncer une aide ponctuelle de 500 millions d'euros aux hôpitaux publics et privés.
- Or les hôpitaux, mis artificiellement en déficit du fait des baisses de dotations publiques et des baisses programmées d'activité, ont subi en 2023 un déficit supplémentaire de 1,5 milliard d'euros du fait de l'inflation.
- Avec cette rustine, le gouvernement accompagne tout simplement l'effondrement progressif du système hospitalier.

CDI seniors : vol qualifié

Dans le cadre des négociations entre patronat et syndicats sur un prétendu pacte de la vie au travail, entamées fin décembre, les organisations patronales ont proposé le 15 février la création d'un CDI seniors.

Cette mesure avait déjà été proposée au Sénat en mars 2023 et incorporée à la réforme des retraites. Elle avait finalement été rejetée par le Conseil constitutionnel pour une question de forme.

Le patronat revient donc à la charge. Ce CDI concer-

nerait les travailleurs sans emploi âgés de plus de 60 ans, voire moins en cas d'accords de branche. Il durerait jusqu'à l'obtention d'une retraite à taux plein. Si le salaire proposé était inférieur au salaire précédent, il pourrait être complété par l'allocation

chômage. Enfin, le patronat demande la suppression d'une contribution due lors du départ à la retraite négocié d'un salarié, mesure censée dissuader les patrons de mettre en préretraite leurs employés âgés.

Donc le patronat veut pouvoir licencier à l'amiable à moindre coût et réembaucher ensuite, en faisant payer une partie du salaire par les caisses

de chômage, c'est-à-dire par les cotisations des travailleurs eux-mêmes. Il propose un délai de carence de six mois entre le licenciement et la réembauche. Les négociateurs patronaux appellent cela pudiquement « éviter un effet d'aubaine ». Il faut dire que la ficelle est un peu grosse et que ces gens-là se connaissent bien eux-mêmes.

David Mencas

Transports en Île-de-France : "L'important c'est d'anticiper"

Les donneurs de conseil sont de sortie. Île-de-France Mobilités placarde un peu partout les siens, qui sont censés éviter l'engorgement du réseau de transports en commun de la région parisienne pendant la période des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Déjà fréquemment engorgées en temps normal, avec 8,5 millions de voyageurs quotidiens, les lignes de métro, bus, RER, train et tramway risquent d'exploser quand, l'été venu, elles devront assurer un million de trajets supplémentaires par jour. Or la population de région parisienne ne sera pas forcément en vacances durant tout ce temps.

Le préfet de région lui-même a prévenu que « les seuils de saturation seront régulièrement dépassés », notamment sur onze lignes de métro, cinq de RER et cinq de train. Il en déduit que « le plan Transport ne permettrait d'acheminer les spectateurs que si tous les autres voyageurs étaient dissuadés ou presque ». Dont acte. Puisque « L'important

c'est d'anticiper », le ministère des Transports et IDF Mobilités ont eu l'idée d'une campagne publicitaire expliquant à la population francilienne comment rester chez elle, télétravailler, se déplacer à pied, en vélo ou en covoiturage..., bref comment il lui reste à trouver des plans B en laissant les transports aux visiteurs. La menace n'est même pas voilée, les galères et les embouteillages monstres seront au programme.

Quant à l'idée d'embaucher et de former suffisamment de conducteurs, de



machinistes, de techniciens, d'ouvriers de maintenance, d'agents de station et d'accueil, d'ingénieurs, elle prend la forme d'une annonce ronflante, sans moyens réels. Par contre, rien que pour l'entretien des bus RATP, la diminution des postes de 2 200 à 780 en dix ans, elle, est bien réelle !

Viviane Lafont

Enseignement : toujours moins de personnel

Le budget 2024 prévoit la suppression de plus de 1 100 postes d'assistants d'éducation, celles et ceux qu'on appelait autrefois des surveillants.

À l'heure où le gouvernement prétend lutter contre le harcèlement scolaire et la violence à l'école, ces suppressions sont une preuve de plus qu'il n'y a absolument rien à attendre de ses grandes déclarations. Les assistants d'éducation sont présents dans les cours de récréation et les couloirs ainsi qu'à la porte de l'établissement, des lieux où ils sont à même de dénouer les situations difficiles qui peuvent finir en drame. Par

leur âge, ils sont également les plus proches des élèves, et assurent pour ceux-ci l'aide aux devoirs. Il faudrait donc au contraire en augmenter le nombre, pour qu'ils puissent remplir leur rôle.

Pour Macron et les ministres qui se sont succédé à l'Éducation nationale, les grands mots sur la nécessité de promouvoir la culture, l'éducation et le respect dans ces établissements vont de pair avec toujours moins de

personnel pour assurer ces missions. 2 500 postes d'enseignants seront supprimés à la prochaine rentrée, les infirmières scolaires réclament en vain la création de 15 000 postes, pour qu'il y ait au moins une infirmière pour 500 élèves, et bien des établissements ne bénéficient d'aucune présence d'assistante sociale.

Paroles, paroles, paroles... mais avant tout moins d'adultes dans les établissements scolaires : c'est le vrai programme du gouvernement.

Daniel Mescla



Manifestation d'enseignants.

CAF et SNU : engagez-vous, rengagez-vous

La Caisse d'allocations familiales (CAF) mène une campagne de promotion du SNU (Service national universel) auprès des familles. Cela s'intégrerait au soutien au « développement d'actions favorisant l'autonomie des jeunes. »

La publicité énumère les avantages que les jeunes peuvent retirer de cette « expérience unique » : découverte de sports, débats, formation au secourisme, validation de la JDD (journal de défense et citoyenneté). Si le jeune poursuit son engagement avec une mission d'intérêt général de douze jours, il obtiendra des facilités pour obtenir la partie code du permis de conduire.

La CAF oublie de préciser que la nationalité française est une condition pour participer au SNU. Censé favoriser la mixité sociale, celui-ci attire surtout les enfants de militaires et de policiers, qui y sont surreprésentés, avec un tiers des participants, alors que les

parents constituent 2 % de la population active, tandis que les enfants d'ouvriers ou ceux issus des quartiers défavorisés sont sous-représentés.

Le SNU, voulu par Macron, peine à séduire les jeunes, qui ont été 40 000 en 2023 à se porter volontaires pour une tranche d'âge qui en compte 800 000. L'objectif reste de le généraliser dans les années à venir, mais le coût de plus de 2 000 euros par participant, financé par l'État, refroidit les ardeurs, car la note finale pourrait s'élever à 3 milliards par an.

Ce SNU est loin d'être universel et vise à instiller un esprit patriotard dans la jeunesse scolarisée, en



s'ajoutant aux « classes de défense », aux nouveaux programmes d'éducation civique, au martèlement de la défense des « valeurs républicaines ». Après les enseignants, ce sont donc les CAF qui sont mobilisées pour attirer les jeunes en leur vendant du rêve.

En sacrifiant le personnel d'éducation ou de santé, comme dans tous les services publics, le gouvernement est loin de travailler à « développer l'autonomie des jeunes. » En revanche, il affûte les outils participant à les embriquer et à les préparer aux guerres que la bourgeoisie jugera inévitables pour défendre ses intérêts.

Dominique Joubert

Au grand bazar des annonces

Les réformes en cours dans l'Éducation consistent à mettre en place, au collège et au lycée professionnel, des groupes de niveau en mathématiques et en français, ainsi qu'une orientation plus précoce pour les jeunes en difficulté. Le tout est évidemment prévu sans moyen supplémentaire.

Au ministère, certains semblent s'arracher les cheveux pour les rendre applicables avec une pénurie d'enseignants due entre autres à la réduction du nombre de postes ouverts aux concours. Syndicats, spécialistes, principaux de collège et proviseurs se sont souvent prononcés contre ces décisions ou ont tenté de montrer leurs difficultés d'application. Des élèves de sixième en particulier peuvent faire partie de deux classes différentes selon les matières, d'où la difficulté de nommer des professeurs principaux responsables de la classe et bien d'autres conséquences compliquées à gérer.

Dans les collèges et lycées, où la prochaine rentrée se prépare alors que les décrets d'application définitifs ne sont toujours pas rédigés, chacun tente

d'y voir clair, mais constate le nombre d'heures d'enseignement disparues. En particulier, l'enseignement professionnel des jeunes en CAP ou bac professionnel est réduit, pour mettre les élèves à disposition des patrons avec un allongement des périodes de stages payés par l'État. Comme si les stages pouvaient remplacer un véritable enseignement ! De plus l'État ne prévoit pas de financement pour les étudiants post-bac en BTS.

Les réformes se succèdent, avec une inspiration toujours plus réactionnaire et en réduisant les moyens d'enseignement pour les enfants et les jeunes. L'école n'a jamais véritablement réduit les inégalités, mais elle pourrait désormais les creuser si les parents, le personnel et les élèves ne l'empêchent pas.

Inès Rabah

Uniforme : dur dur de faire marcher au pas

Dans son enthousiasme à enrégimenter la jeunesse, Gabriel Attal, ministre de l'Éducation nationale, puis Premier ministre, avait affirmé son souhait de voir les élèves porter l'uniforme. Mais l'opération s'annonce plus compliquée que prévu.

Alors que l'appel à candidatures pour les collectivités et établissements devait se terminer le 15 février, le délai a dû être repoussé, faute d'avoir atteint le chiffre, pourtant modeste, de 100 établissements annoncé par Macron à la mi-janvier. En réalité, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, a annoncé le 18 février que, pour l'instant, seuls 87 écoles, collèges ou lycées se lanceraient dans l'expérimentation. Il faut dire que certaines collectivités ou directions d'établissement ont cherché à imposer le port de « la tenue scolaire obligatoire », en se portant candidates sans aucune consultation. Dans certaines villes, des parents ont manifesté devant les

mairies, des enseignants ont dénoncé le budget alloué à la mesure alors qu'il manque de l'argent pour acheter des manuels scolaires. Et, là où les élèves ont été consultés, une grande majorité d'entre eux ont voté contre l'uniforme, dénonçant le retour en arrière qu'il signifierait et les faux prétextes du gouvernement qui prétend lutter ainsi contre les inégalités sociales et le harcèlement.

Par une mesure symbolique comme le port de l'uniforme à l'école, le gouvernement tente encore une fois de flatter l'électorat le plus réactionnaire. Heureusement, cela ne passe pas si facilement auprès de la jeunesse. Tant mieux si elle n'est pas prête à marcher au pas.

Camille Paglieri

Russie : le régime impose un silence de mort

La mort d'Alexéï Navalny, le 16 février, dans un camp du Grand Nord de la Russie, a tout d'une exécution. Les autorités ont refusé de rendre le cadavre à la famille : de crainte qu'on puisse y déceler des traces de leurs sévices ?

Que Poutine ait commandité l'assassinat, que certains de ses sbires aient fait du zèle, ou que ce soit un « accident », le Kremlin avait intérêt à faire taire celui en qui des secteurs de la population voyaient le leader de l'opposition à Poutine.

Le régime avait déjà tenté de le réduire au silence, en le faisant empoisonner en 2020. Soigné en Allemagne, Navalny avait été assez courageux pour retourner à Moscou en sachant ce qui l'attendait. L'ayant condamné pour « extrémisme », le pouvoir n'avait cessé d'alourdir sa peine, la portant à 19 ans, et durcissant ses conditions de détention. Il venait de l'envoyer dans un camp à régime renforcé, qui bat des records de mortalité pénitentiaire.

En février 2012, lors de la contestation massive, à Moscou, de la fraude qui avait permis à Poutine d'emporter un troisième mandat présidentiel, Navalny était apparu en pourfendeur des voleurs et des escrocs au pouvoir. Depuis, le régime a usé de

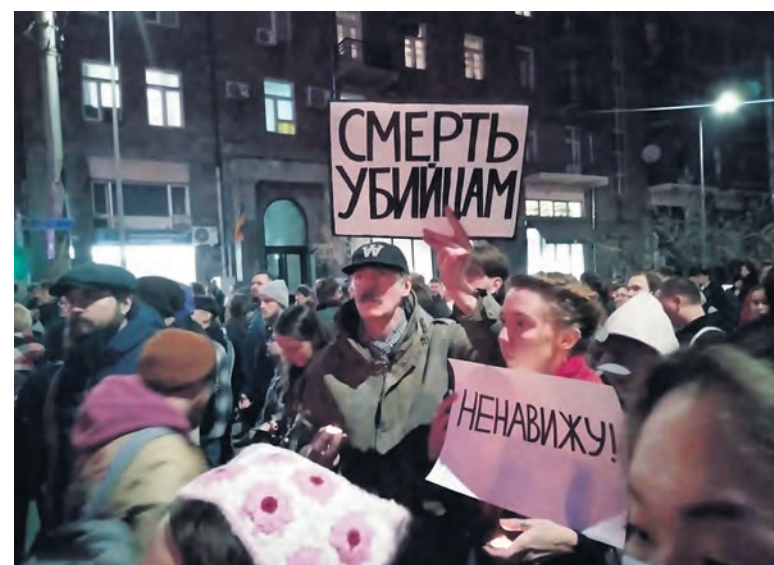
moyens renforcés pour briser la contestation et répandre la peur dans la population.

Ainsi, en 2014, il a condamné à de lourdes peines de prison des jeunes manifestants de 2012, parmi les centaines qu'il maintenait derrière les barreaux depuis deux ans. En février 2015, à deux pas du Kremlin, des tueurs d'une des officines de barbouzes qui servent le régime ont abattu Boris Nemtsov, un ancien vice-Premier ministre passé à l'opposition dite libérale. Il avait été, un temps, pressenti pour succéder à Eltsine à la tête du pays, avant que Poutine ne s'impose.

Jusqu'au début de la guerre généralisée entre l'Ukraine et la Russie, Poutine a voulu ménager son image internationale en faisant preuve de quelque retenue dans la répression. Depuis deux ans, des milliers d'inconnus ont écopé de peines de prison pour avoir protesté contre « l'opération spéciale » de Poutine. Des figures de l'opposition « de gauche », tel

Sergueï Oudaltsov, attendent en détention préventive de passer en jugement ou ont vu, tel Boris Kagarlitski, le tribunal commuer une peine d'amende en cinq ans de prison. Les animateurs de Memorial, organisation dissoute parce qu'elle entretenait la mémoire des crimes staliens et de leurs victimes, sont menacés de prison. Le journaliste Kara-Mourza, arrêté pour « diffusion de fausses informations » sur l'armée, a été condamné à 25 ans d'incarcération pour « haute trahison ».

Dans le camp des va-t-en-guerre, on sait comment Prigojine, ex-truand et ami de Poutine, recrutait pour son compte des soldats dans les prisons. L'été dernier, il a payé de sa vie et de celle de ses lieutenants d'avoir organisé un mini putsch avorté contre la mollesse supposée du Kremlin en Ukraine. Quant à Strelkov, « héros » de la sécession pro-russe du Donbass et membre de la police politique (FSB), il se croyait intouchable. Il fera pourtant cinq ans de prison pour « extrémisme », en fait pour avoir critiqué la façon dont le Kremlin mène sa guerre. Ayant aussi soutenu à mi-voix Prigojine, il s'en tire



Rassemblement de protestation d'émigrés russes à Erevan.

peut-être relativement à bon compte...

On le voit, le régime russe cherche à museler la moindre voix dissonante. S'il a annoncé à la télévision la mort de Navalny, c'est contraint, car tous les réseaux sociaux commentaient la nouvelle. Mais il a fait savoir aussi qu'il interdisait toute manifestation. Et les très rares personnes venues malgré tout déposer des fleurs se sont fait rudement embarquer par la police, prenant jusqu'à 15 jours de prison.

Pour l'heure, les exactions d'un régime qui se croit

tout permis ne suscitent pas de réactions ouvertes. Mais, parce que ces exactions s'étalent au grand jour, elles pourraient, comme d'ailleurs la guerre, accréditer l'idée dans la population que la politique et la direction de la société sont affaire de rapports de force. Que les classes laborieuses de Russie en prennent conscience, et en tirent la conclusion qu'elles représentent une force colossale capable de faire plier et de renverser ce régime, et ce serait un grand pas en avant.

Pierre Laffitte

Navalny, un "démocrate" ?



En 2018.

Pour les dirigeants et les médias occidentaux, la cause est entendue : Navalny était, sinon un des leurs, du moins de leur camp. C'était donc forcément un démocrate, a-t-on pu entendre en boucle pendant des jours. Vraiment ?

Navalny, un avocat, avait commencé sa carrière politique en affichant des idées d'extrême droite grand teint. Monarchiste, il participait chaque année en tête

de cortège à la Marche des fiertés russes, une parade réunissant les nationalistes et ultra-nationalistes. Il y a une dizaine d'années, alors qu'il voulait se présenter

aux élections, il avait lancé une pétition nationale contre les ressortissants de l'ex-Union soviétique venus travailler en Russie, exigeant qu'on expulse ces migrants, surtout s'ils n'avaient pas de papiers en règle. La police faisant alors systématiquement la chasse aux migrants pour les rançonner, Navalny reprochait en fait à Poutine de les tolérer !

Les années passant, Navalny voulut mettre en avant des aspects plus « respectables » de son activité, en tout cas pouvant lui attirer plus facilement les faveurs des membres de la petite et moyenne bourgeoisie.

En effet, ceux-ci n'étaient pas les derniers à recourir aux services de migrants dans la sphère privée ou professionnelle. En revanche, ils étaient excédés, vingt ans après la fin de l'Union soviétique, de constater que, même si le marché avait été

proclamé rétabli par ceux qui dirigeaient le pays, les bureaucrates de tout poil continuaient à y faire la loi, dans tous les sens du terme.

Navalny lança donc une fondation contre la corruption, développant un discours prêchant l'instauration d'un « capitalisme propre », « honnête », autrement dit dans lequel les petits et grands détenteurs de capitaux n'auraient plus à en partager les profits avec les « parasites » au pouvoir. Le terme « escrocs », pour désigner Poutine et les siens devint une quasi-marque de fabrique des interventions de Navalny sur les réseaux sociaux, dont des vidéos, fort bien faites et vues par des millions de Russes, où il faisait visiter virtuellement les propriétés du Premier ministre Medvedev en Toscane, et bien sûr le palais pharaonique de Poutine en Crimée.

Des oligarques connus,

Fridman, Aven, Tchitcharkine, reconnurent vite en Navalny quelqu'un qui allait au-devant de leur souhait de s'intégrer pleinement au monde capitaliste occidental. Il y a deux ans, des oligarques avaient critiqué une guerre qui gênait leurs affaires. Plusieurs hommes d'affaires avaient alors cédé de façon suspecte à des envies suicidaires. Tout le monde y vit un avertissement des « services », FSB, officines barbouzardes et autres chères à Poutine – et les milliardaires russes se le tinrent pour dit. Depuis Moscou ou Dubaï, on ne les a pas entendus commenter la mort de Navalny. Mais certains n'en pensent sans doute pas moins qu'avec lui a disparu un politicien qui prêchait une « normalisation » bourgeoise du statut et de la fortune des nantis russes actuels.

P. L.

Ukraine : des accords pour continuer le massacre

Après la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne ont signé, le 16 février, des accords militaires bilatéraux avec le président ukrainien Zelensky.

Les accords sont prévus pour dix ans, attestant que, pour les dirigeants des grandes puissances, la guerre entre l'Ukraine et la Russie s'inscrit dans la durée. Dans l'immédiat, l'Allemagne effectuera un premier versement à valoir sur les quelque huit milliards annoncés pour cette année, le double de 2023. Quant à la France, l'accord prévoit jusqu'à trois milliards d'euros d'aide militaire

supplémentaire. Cependant, Macron a beau gonfler les muscles, la France ne joue qu'un rôle de second plan. Le gouvernement avait jusqu'à présent gardé secret le montant des cessions de matériels et les aides financières à l'armée ukrainienne. Il vient de les chiffrer à 3,8 milliards d'euros depuis deux ans, à comparer aux 43,9 milliards d'euros des États-Unis. Les Rafale de Dassault ne vont



Kiev, le 20 février.

RUSSIAN DEFENCE MINISTRY

pas remplacer les F16 américains ! Toutefois, l'armée française donne une formation de base pour les pilotes de chasse ukrainiens avant leur entraînement sur les F16 que d'autres pays européens mettent à disposition de l'Ukraine.

Parmi les armements livrés par la France figurent des blindés assez anciens

pour avoir servi dans la guerre du Golfe, en Afghanistan et au Mali. Des canons Caesar, déjà utilisés par l'Arabie saoudite au Yémen, ont été commandés dès le début de la guerre en Ukraine, pour le plus grand profit de Nexter, ex-Giat industrie. D'autres marchands d'armes profitent également de la manne, comme Verney-Carron, basé à Saint-Étienne, qui a signé en novembre dernier un contrat de 36 millions d'euros avec une entreprise d'État ukrainienne pour lui fournir 10 000 fusils

d'assaut, 2 000 fusils de précision et 400 lance-grenades, avec un financement conjoint des États ukrainien et français.

« L'aide à l'Ukraine » est en réalité une aide aux capitalistes français de l'armement. Comme l'a reconnu un député macroniste, cette dépense creuse un peu plus le déficit budgétaire. Il a oublié d'ajouter qu'il faudra en conséquence couper encore davantage dans les dépenses de santé ou d'éducation, ce qui est pourtant la réalité.

Jean Sanday

Munich 2024 : le rendez-vous des fauteurs de guerre

La conférence de Munich sur la sécurité a réuni du 16 au 18 février plus de 180 représentants gouvernementaux de toute la planète, des économistes, des ONG et diverses personnalités, pour discuter des questions de sécurité internationale.

Ce « Davos de la défense », qui se tient chaque année depuis 1963, donne lieu à des conférences publiques et à de nombreuses rencontres plus discrètes. Cette année, parmi les participants figuraient entre autres la vice-présidente américaine Kamala Harris, son secrétaire d'État Antony Blinken, le président ukrainien Zelensky, le responsable de la diplomatie chinoise...

Les discussions de ce Munich 2024 ont essentiellement porté sur le soutien militaire à apporter à l'Ukraine face à la Russie, considérée comme la principale menace

contre les habitants du continent européen. Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz, qui avaient fait le déplacement, ont joint leurs voix pour appeler à ce que la production d'équipements et de munitions passe à la vitesse supérieure. Scholz a insisté sur les sacrifices que les populations devront pour cela accepter d'endurer « pendant les 20 ou 30 prochaines années ».

La course aux armements est déjà largement lancée. En hausse de 9 % l'an dernier, selon l'Institut international d'études stratégiques, les dépenses militaires mondiales

ont atteint un niveau record en 2023, avec 2 200 milliards de dollars, l'équivalent du PIB de l'Italie. Les dépenses militaires américaines représentent, à elles seules, un tiers de cette somme, les États-Unis dépensant deux fois plus que la Russie et la Chine réunies. L'OTAN, principale coalition militaire occidentale organisée sous la tutelle américaine, représente la moitié de toutes les dépenses mondiales en armement.

Pendant des années, l'augmentation des dépenses militaires a été le fait de pays d'Asie et du Moyen-Orient. Elle est désormais due surtout aux États européens, dont les budgets de défense ont augmenté de 32 % en dix ans. En 2030, la France, où l'argent manque pour la santé, les retraites ou les salaires des travailleurs, aura même doublé ses dépenses militaires par rapport à 2019.

Si l'ensemble des grandes puissances se sont engagées dans une telle course aux armements, ce n'est pas uniquement pour alimenter les caisses des industriels et des banquiers profiteurs de guerre : il s'agit, en réalité, d'une marche à la guerre assumée. Alors que les tensions ne cessent de s'accroître dans un système capitaliste en crise, les dirigeants des grandes puissances se préparent consciemment à entraîner les peuples dans une nouvelle boucherie mondiale.

Sacha Kami

Uber, Deliveroo : le soutien des gouvernements

Une loi européenne, discutée depuis deux ans à Bruxelles et censée protéger un peu plus les chauffeurs VTC et livreurs de repas de sociétés comme Uber et Deliveroo, a été bloquée vendredi 16 février par les instances de l'Union.

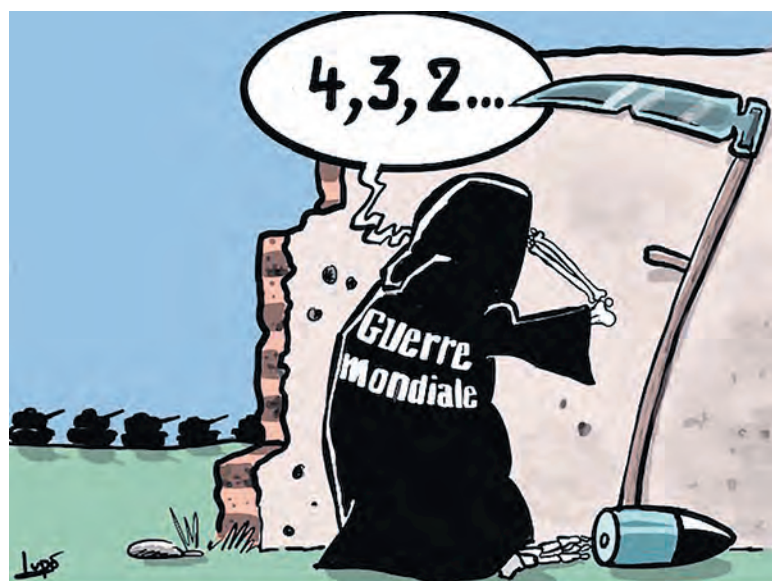
La France, la Grèce et l'Estonie ont voté contre, l'Allemagne s'est abstenue et donc la majorité de 15 États membres représentant 65 % de la population de l'Union européenne n'a pas été atteinte.

Le texte proposé n'était pourtant pas révolutionnaire, mais il faisait des Uber et autres Deliveroo des employeurs soumis aux obligations du droit du travail : le salaire minimum, le temps de travail, les indemnités maladie, les normes de sécurité, sur la base des législations nationales. Prétextant que les réglementations nationales sur les plateformes sont aujourd'hui très différentes d'un pays à l'autre, Paris a hypocritement refusé le texte, le déclarant trop vague juridiquement et risquant d'aboutir à des requalifications massives, reprenant aussi l'argument

patronal que bien des travailleurs tiendraient à leur statut de travailleur indépendant et seraient donc heureux de leur sort.

Cette décision sera lourde de conséquences pour un secteur où travaillent près de 30 millions de personnes, dont 5,5 millions auraient pu, d'après le rapporteur du projet, bénéficier de cette loi. Mais finalement ce serait encore trop pour les gouvernants qui, à Bruxelles, à Paris ou à Berlin, se comportent en agents zélés des Uber et Deliveroo qui imposent à leurs travailleurs des conditions de vie et des salaires scandaleux. Heureusement, sans rien attendre de Bruxelles ou de Paris, les travailleurs d'Uber ou de Deliveroo ont déjà su se mettre en grève pour leurs droits, et ils n'ont sans doute pas fini.

Cédric Duval



Mayotte : le piège d'une guerre entre pauvres

Après la promesse de Darmanin et Macron de supprimer le droit du sol à Mayotte, la ministre chargée des Outre-mer a annoncé le lancement, « dans les prochains jours », d'une opération Wuambushu 2 et l'évacuation du stade Cavani dans la capitale, Mamoudzou.

Ces deux opérations visent à traquer les immigrants sans papiers venus des Comores voisines et à chasser les 700 migrants africains qui se sont installés, faute d'autres solutions, sur un stade de Mamoudzou. Le gouvernement veut ainsi répondre aux demandes du collectif qui a installé des barrages sur les routes depuis le 22 janvier et se veut représentatif de toutes les « forces vives » de l'île, élus, partis, associations et autres corps constitués. Sans succès jusqu'à maintenant, puisque lors d'un « congrès » qui a rassemblé 500 personnes le 14 février, les porte-parole des Forces vives ont appelé à poursuivre les barrages, réclamer des garanties et un calendrier de mise en œuvre.

Dénonçant l'insécurité et la violence des gangs composés de jeunes pauvres livrés à eux-mêmes, qui

volent et rackettent la population, attaquent les automobilistes, parfois des écoles, ces Forces vives ont établi une liste de revendications qui ciblent tous les étrangers, Comoriens ou Africains. Ce collectif a attiré assez largement, y compris des travailleurs modestes préoccupés par la montée de la violence. Il est soutenu par la députée Youssouffa, qui parle des « bébés papiers » à propos des enfants qui naissent à Mayotte de mères comoriennes, et par le vice-président du conseil départemental, Salime Mdéré, qui avait déclaré en avril dernier à propos des jeunes délinquants « *il faut peut-être en tuer* ». Le collectif est instrumentalisé par les politiciens et notables mahorais.

Depuis un mois, les représentants des Forces vives ont micro ouvert sur la chaîne Mayotte la 1^{re} pour

déverser leurs propos xénophobes, sans qu'aucune voix discordante ne s'exprime, pas même celle des syndicats ou des représentants des partis de gauche, qui refusent de s'en démarquer.

Leurs barrages et leurs contrôles au faciès terrorisent les étrangers et paralysent toute l'activité de l'île. La menace des gangs, celles des Forces vives et les fermetures forcées de nombreux établissements empêchent des milliers de personnes de se rendre au travail et les élèves d'accéder à leur école. Bien sûr, les patrons, le rectorat et les administrations font pression pour que les travailleurs se déplacent coûte que coûte. Les politiciens mahorais et le gouvernement français enferment ainsi les classes populaires de Mayotte dans une guerre entre pauvres et sèment la haine entre Comoriens et Mahorais, un même peuple artificiellement divisé par l'impérialisme français.

Une telle issue dramatique n'a rien d'inéluctable, à condition que des femmes et des hommes, parmi les exploités, s'organisent pour



LONA YOUSOUFFA

Des migrants dans le stade de Cavani.

défendre une autre politique, qu'ils choisissent de mettre en avant leurs intérêts communs de travailleurs, sans se laisser diviser et entraîner derrière des notables qui sauront trouver refuge en métropole ou ailleurs si la situation s'envenimait encore.

La responsabilité fondamentale du chaos mahorais revient à l'État français, qui a colonisé l'archipel des Comores, avant de manœuvrer pour garder le contrôle de Mayotte, point stratégique dans l'océan Indien, tout en laissant l'île dans une grande pauvreté. Si l'eau

potable est coupée des jours entiers, si le smic est plus faible qu'en métropole, alors que le coût de la vie y est supérieur, si 75 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, si des dizaines de milliers d'enfants et de jeunes sont laissés à l'abandon, leurs parents ayant été expulsés, si les écoles sont saturées, ce n'est pas la faute des étrangers, mais celle du gouvernement français. C'est ce gouvernement, et derrière lui la riche bourgeoisie française, qu'il faut combattre et faire payer.

Xavier Lachau

Hongrie : une partie de la jeunesse contre Orban

Vendredi 16 février, des dizaines de milliers de jeunes, venus principalement des universités et des lycées, se sont retrouvés dans les rues de Budapest pour manifester contre le gouvernement de Victor Orban.

La manifestation a pu se dérouler sans aucun accrochage avec la police. L'appel avait été passé et relayé par ceux qu'on appelle les youtubers sur les réseaux sociaux, avec autour de 1 million de vues. Aucun parti politique n'y était officiellement impliqué.

De fait, c'était une sorte de réplique à une crise qui touche le milieu politique suite à la grâce accordée en secret à une personnalité, un directeur d'orphelinat, dans une affaire d'abus sexuel sur des enfants. L'affaire a pris un tel retentissement qu'elle a entraîné la démission de la présidente

du pays, Katalin Novak, une conservatrice proche d'Orban, et de la ministre de la Justice, Judith Varga, qui devait être la tête de liste du parti gouvernemental, le Fidesz, aux prochaines élections européennes. Le tout s'accompagne de remous importants au sein du Fidesz, le parti d'Orban, dans un climat de règlement de comptes.

En tous les cas, cette affaire et ses péripéties ont été très largement reprises et commentées, y compris par la télévision. Et la crédibilité du gouvernement a été atteinte, lui qui affirmait son autorité dans tous les



LE MATINAL

Manifestation à Budapest, le 16 février.

domaines et ses principes de rigueur, en particulier de la rigueur morale.

Cette ambiance a enflammé les réseaux sociaux, en particulier YouTube, très regardé par une partie de la jeunesse. La contestation reste pour le moment sur le terrain moral, réclamant pour l'essentiel un gouvernement « propre ». Un des organisateurs de la manifestation est l'animateur du site

National Endowment for Democracy, patronné par le Congrès américain, et précédemment par le milliardaire spéculateur américain-hongrois Soros. Il a demandé aux participants de « *sortir de leur apathie politique* ». Mais il reste à savoir pour quoi faire.

On ne peut certes jamais dire d'avance à partir de quel fait un gouvernement autoritaire comme celui d'Orban peut être ébranlé.

Une partie de la jeunesse a saisi cette occasion de manifester son opposition. Mais aujourd'hui les milieux populaires, les travailleurs se trouvent face au problème de leur appauvrissement continu, face à la santé insolente des grands groupes capitalistes étrangers et hongrois. Et qui ont été servis par tous les gouvernements, celui d'Orban comme ceux qui l'ont précédé.

Paul Sorel

SNCF : la grève des contrôleurs

Les contrôleurs SNCF étaient appelés à la grève du vendredi 16 au dimanche 18 février à l'échelle nationale à l'appel du CNA, le Collectif national Asct (autre nom des contrôleurs) avec le soutien des syndicats, en particulier la CGT et Sud-Rail. Elle a été largement suivie, à hauteur de 70 %.

Ce collectif, apparu à l'automne 2022, avait déjà organisé par les réseaux sociaux une grève en décembre 2022. Elle s'était largement propagée à la base, atteignant près de 80 % de contrôleurs à l'échelle nationale. La direction avait alors lâché une prime et certaines revendications catégorielles.

Mais le pouvoir d'achat a continué sa chute libre, car la SNCF n'a accordé que 1,8 % d'augmentation générale des salaires aux cheminots pour 2024 après 2 % en 2023, bien en dessous de la hausse des prix.

Chez les contrôleurs, comme dans l'ensemble des cheminots, le mécontentement grandit. La SNCF a lâché une prime exceptionnelle de 400 euros, mais il faudrait une telle augmentation chaque mois. C'est pourquoi ils revendiquent une augmentation de la prime mensuelle de travail, son intégration dans le salaire, permettant sa prise en compte pour le calcul de la retraite et son maintien en cas de maladie.

Nombre de contrôleurs ne pourront finir leur carrière dans le même poste. Pour raisons de santé et

du fait du recul de l'âge de la retraite, ils sont de plus en plus nombreux à être « descendus de train », perdant alors une grande partie de leur rémunération constituée de primes. Ils demandent donc aussi un aménagement en fin de carrière afin de ne pas voir leur salaire brutalement amputé.

Les conditions de travail se dégradent en raison des suppressions de postes continues, d'embauches largement insuffisantes et de l'augmentation du cadencement des trains. Ils réclament donc de l'embauche, à commencer par celle de tous leurs collègues en CDD ou intérimaires.

La grève a été un succès, paralysant une grande partie du trafic ferroviaire, malgré les pressions de



DELPHINE GOLDSZTEIN LE PARISIEN

Voyageurs à la gare de Lyon, à Paris, le 17 février.

l'encadrement, le remplacement de grévistes par des chefs, prouvant une nouvelle fois que sans les travailleurs, rien de fonctionne.

Contrairement au mouvement de décembre 2022, cette fois-ci des assemblées générales se sont tenues. Si aucune autre action n'est encore fixée, le CNA et les syndicats disent être

dans l'attente de nouvelles « tables rondes » avec la direction au mois de mars pour décider d'une nouvelle grève.

Les aiguilleurs prévoient aussi une grève le week-end du 24-25 février. Dans tous les secteurs, le problème des salaires est posé. C'est bien une lutte d'ensemble qu'il faut préparer.

Christian Bernac

À Strasbourg

Sur la région de Strasbourg, le taux de grévistes était de 50 % sur les TER et de 70 % sur les TGV. Les contrôleurs ont tenu un piquet de grève à une vingtaine pendant la matinée.

La direction a fait rouler un maximum de trains sans contrôleurs et a mobilisé les chefs. Mais dès le vendredi, elle a dû supprimer 49 TER. Et seuls quelques TGV ont été mis en circulation le week-end.

La direction est également venue pour tenter d'intimider les grévistes et

mettre fin au piquet, menaces à l'appui. Mais elle n'a pas eu plus de succès.

Des travailleurs d'autres services (escale, conduite, aiguillage, équipement) sont venus soutenir le piquet tandis que les grévistes prenaient la parole devant la gare pour répondre à des interviews des chaînes

régionales. Ils avaient à cœur de défendre la grève contre la propagande mensongère du gouvernement et des médias.

Sur le piquet, les participants ont discuté et se sont prononcés pour le principe de reconduire la grève lors d'un prochain appel sur les mêmes revendications. Plusieurs participants se sont exprimés en faveur d'une journée de grève « tous services » en mars.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Être contrôleuse, ce n'est pas un privilège

Je suis contrôleuse TER en gare de Strasbourg, et comme beaucoup de mes collègues, j'ai d'abord cumulé les CDD, pour certains des missions d'intérim, avant de signer un CDI. Lors de la signature du contrat, nous sommes toujours surpris par le salaire de base situé sous le smic, aujourd'hui à hauteur de 1 766,92 euros brut. Après trois ans de contrat, mon salaire de base le dépasse de 2 euros brut. Le reste est constitué de primes et d'indemnités, variables chaque mois et qui pour la plupart ne comptent pas pour la retraite. En janvier, elles

s'élèvent à 1 000 euros brut mais quand nous sommes en arrêt maladie ou en vacances, notre salaire chute à son minimum.

Comme dans tous les services à la SNCF ou dans le privé, nous faisons face au sous-effectif. Là où je travaille, il manque 40 contrôleurs. Alors quand la direction annonce 200 embauches de contrôleurs au national, nous faisons vite le calcul... le compte n'y est pas ! Le sous-effectif aggrave nos conditions de travail : les journées rallongent, les trains s'additionnent et les coupures se généralisent, durant lesquelles nous ne

sommes pas payés. Quand nous devons dormir hors de chez nous, ce qui arrive en moyenne deux fois par semaine, le temps entre le départ du domicile et le retour varie de 24 à 37 heures. Alors pour voir ses enfants ou les faire garder, c'est toute une organisation.

En 2022, la SNCF a explosé son record avec plus de 2,4 milliards de bénéfices et elle prévoit un nouveau record pour 2023. Pour augmenter les salaires et embaucher, on sait déjà où elle peut trouver l'argent.

Une gréviste de Strasbourg

Forvia : chiffre d'affaires en hausse, les suppressions de postes aussi

Forvia, ex-Faurecia, et ex-filiale de PSA-Stellantis, un des grands trusts de l'équipement automobile, a annoncé sa volonté de supprimer jusqu'à 10 000 postes sur les 75 000 de ses usines européennes, en cinq ans, entre 2024 et 2028.

L'annonce a été faite à l'occasion de la publication du bilan 2023 qui affiche un chiffre d'affaires en hausse de plus de 10 %, à 27,5 milliards d'euros et un résultat opérationnel de 1,4 milliard.

Les affaires sont florissantes en Asie mais, rappelle la direction, il est prévu en Europe, « une croissance nulle sur le marché automobile » et elle entend « atteindre une rentabilité nettement supérieure. » Le trust fait valoir que le rachat en 2022 de son concurrent allemand Hella lui a coûté cher et qu'il lui faut bien payer ses dettes. Et la direction invoque la perspective de voir émerger des concurrents équipementiers chinois pour compléter la litanie des difficultés et justifier un plan d'économies drastiques entraînant la

suppression de milliers de postes.

Le directeur financier compte, dit-il, sur la disparition « naturelle » de 2 000 à 2 500 emplois chaque année, sur la fermeture des embauches, avant d'en passer aux licenciements dits « secs » partout en Europe, de l'Espagne à l'Allemagne, en passant par la France, la Pologne ou la République tchèque.

Malgré les hauts et les bas du secteur, Forvia est un des leaders mondiaux de l'équipement automobile, qui considère les travailleurs du monde entier comme une variable d'ajustement pour le plus grand profit des actionnaires. Comme tel, il pousse à la rentabilité, internationalise, de l'Europe à l'Asie, l'exploitation, la misère et peut-être un jour la colère...

Sylvie Maréchal

Renault : les profits gonflent, les salaires fondent

Le directeur général de Renault n'a pas le triomphe modeste. Pour lui, les résultats de la firme sont « les meilleurs depuis plus d'un siècle »... pour les gros actionnaires. Derrière la communication, il y a pour les travailleurs non seulement la perte de pouvoir d'achat due aux salaires en berne, mais aussi l'exploitation accrue.

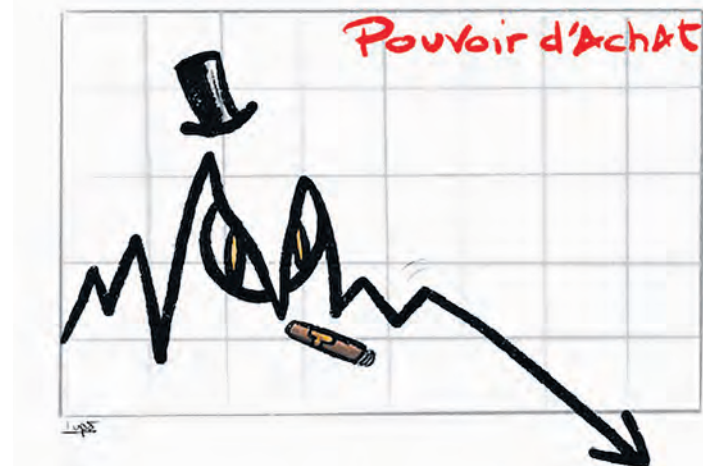
Avec 2,3 milliards d'euros de profits et 3 milliards de liquidités disponibles (free cash flow, comme dit Renault), le dirigeant se vante de pouvoir distribuer un dividende par action de 1,85 euro contre 0,25 l'an dernier. Ce sont donc 550 millions qui vont atterrir sur les comptes des gros actionnaires. De Meo va sans doute exiger d'ici peu un salaire supérieur à

ses actuels 4,5 millions l'an !

Quant au salaire de ceux qui ont produit ces bénéfices, l'augmentation générale se monte au maximum à 2,5 %, avec un talon de 55 euros, voire 1,7 % pour les classifications les plus élevées, et 0 % pour les cadres. Avec 2 euros de plus par jour, disent certains travailleurs, on va faire la fête... et s'acheter deux baguettes de plus, mais pas des

baguettes « tradition ». Les embauchés vont, ponctuellement, toucher la prime d'intéressement, 3100 euros net minimum. Si cela peut permettre de sortir la tête de l'eau pour y replonger rapidement, cela ne changera rien au salaire qui a marqué le pas en deux années de hausse des prix. De toute façon, alors qu'ils contribuent tout autant aux résultats, les travailleurs intérimaires, sous contrat ou de la sous-traitance n'y ont pas droit !

À l'usine de Flins, près de 700 travailleurs ont répondu à une « enquête salaires » organisée par les militants CGT : le calcul fait, il leur manque en moyenne



470 euros sur la paye pour terminer le mois, sans compter le rattrapage du pouvoir d'achat perdu. Pour eux comme pour les dizaines de milliers d'autres travailleurs Renault, quelle que soit l'entité à laquelle le patron les a affectés au travers de la découpe du groupe, les brillants résultats affichés par les dirigeants ont un coût.

Les millions et les milliards d'euros du capitaliste Renault sont à mettre en parallèle avec les

15 000 suppressions d'emplois dans le monde, les cadences et les conditions de travail aggravées, la fermeture d'usines, comme celle de Choisy-le-Roi, et des fonderies.

« C'est bon pour tous », prétend De Meo en faisant allusion aux bons résultats de sa société dans le cadre de la concurrence avec Stellantis. Pour les patrons, peut-être, mais pas pour les ouvriers, techniciens et ingénieurs.

Correspondant LO

Renault – Douai : recruter ne veut pas dire embaucher, nuance !

« L'usine Renault de Douai recrute 750 nouveaux salariés pour fabriquer des voitures électriques ». Cette annonce a été faite le 7 février par le directeur d'Ampère, le groupe dédié à l'électrique créé par Renault et dont l'usine de Douai, dans le Nord, fait maintenant partie.



Selon le directeur, l'usine allait s'appuyer sur France Travail (ex-Pôle emploi) pour attirer des nouveaux salariés. Tout le monde peut postuler, disait-il, nous visons 30 % de femmes, et un tiers des emplois seront pour des allocataires du RSA. Après des tests de dextérité, ils auront sept semaines de formation, puis seront intégrés aux équipes. Il ajoutait qu'il travaillerait sur « l'écosystème », en contactant des bailleurs sociaux pour loger les nouveaux arrivants, en leur trouvant des micro-crédits pour acheter une voiture en leasing. Il veut

aussi organiser des visites de l'usine, en ayant recours à des « coachs sportifs » pour préparer les nouveaux salariés à l'effort. Autant dire que Renault attend d'eux des performances...

Le lendemain déjà, la presse locale chantait les louanges de Renault. *La Voix du Nord* titrait : « Embauches, Renault Douai passe la seconde » en faisant référence aux 500 recrutés de 2023. Mauvais exemple : 100 d'entre eux seulement avaient fini par être embauchés...

Pour les 750 recrutements de 2024, on est loin

aussi. 250 seront des intérimaires, corvéables à merci mais pas embauchés. Les 500 autres auront un contrat d'un an renouvelable seulement une fois pour six mois. D'ailleurs, fin 2023, près de 1 000 contractuels qui étaient dans l'usine depuis 18 mois ont été renvoyés, alors qu'ils connaissaient bien le travail et que beaucoup d'entre eux souhaitaient être embauchés... Mais non, place à 750 nouveaux qui ne seront sans doute pas mieux traités.

Il n'y aura peut-être pas beaucoup d'embauchés au bout des 18 mois, mais il est sûr qu'ils seront tous mal payés. À la création de RenaultElectricity, qui est devenu Ampère aujourd'hui, Renault avait négocié de « nouveaux accords », signés par tous les syndicats sans exception alors qu'ils étaient des reculs. L'un d'eux était la possibilité de recruter de nouveaux salariés en les payant moins que ceux déjà arrivés. Et on y est, et ces nouveaux salariés seront payés juste un peu au-dessus du smic.

Renault vient d'annoncer de très bons résultats pour ses profits de 2023, mais ce n'est pas pour la feuille de paye. L'exploitation doit continuer !

Correspondant LO

Simoldes Plásticos – Onnaing : une grève victorieuse pour les salaires

Chez Simoldes Plásticos à Onnaing, dans le Nord, les ouvriers ont fait grève, dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) pour obtenir des augmentations de salaire. Et ils ont gagné !

Simoldes Plásticos est un groupe d'injection plastique, sous-traitant de l'industrie automobile, Toyota, Renault, Stellantis. Le patron, Antonio Da Silva Rodrigues qui possède 20 usines dans le monde est la 7^e fortune du Portugal avec un patrimoine de 1,4 milliard d'euros.

L'usine d'Onnaing compte 300 salariés et se trouve à quelques centaines de mètres des chaînes d'assemblage de Toyota qu'elle alimente en flux tendu. C'est un maillon essentiel de toute la chaîne de la production automobile pour Toyota mais aussi Renault et Stellantis.

Le vendredi 9 février, lors d'une réunion avec les syndicats, la direction a proposé des augmentations bien en dessous de ce que voulaient les travailleurs. Ils ont alors utilisé la seule arme qui puisse peser dans leur sens. La grève a donc démarré dès l'équipe d'après-midi, s'est poursuivie la nuit, le samedi et le lundi matin. Au total une centaine de salariés sur les

trois équipes y ont participé.

Simoldes a la particularité de compter de nombreux travailleurs portugais et la direction a toujours cherché à diviser les travailleurs en fonction de leurs origines. Mais lors de la grève, quelle que soit leur origine, ils ont su s'unir face à leur patron. Avec une production quasi à l'arrêt, celui-ci a cédé dès le lundi matin. Cette grève « éclair » a permis d'obtenir un minimum de 200 euros brut d'augmentation pour les salaires les plus bas et 8 % d'augmentation pour les autres. Avec en plus, une prime d'assiduité de 90 euros brut par mois.

Après la dernière réunion de fin de conflit, la direction a décrété qu'elle n'appliquerait pas les augmentations de salaires aux intérimaires. Cela est illégal comme l'a confirmé l'inspection du travail après que les délégués CGT l'ont informée de la manœuvre. Les ouvriers restent donc vigilants pour contrôler les prochaines fiches de paye.

Correspondant LO

Stellantis : les milliards volés aux travailleurs

Le groupe automobile Stellantis (PSA, Fiat, Chrysler) annonce des profits record pour 2023 : 18,6 milliards d'euros. Du jamais vu ! Les actionnaires vont toucher 6,6 milliards de dividendes. Sans avoir vissé ne serait-ce qu'un boulon sur une voiture, ils vont augmenter leur racket de 53 % en un an. En revanche pour les travailleurs, le seul record est celui des attaques patronales.

Ces profits en hausse de 11 % par rapport à 2022, placent Stellantis sur le podium des entreprises qui profitent le plus, entre TotalEnergies et LVMH. Et 2022 était déjà une année record, car les profits de ce groupe automobile (16,8 milliards) étaient pour la première fois comparables à ceux des pétroliers. Mais 2021 aussi avait été une année exceptionnelle, malgré le Covid et les crises des semiconducteurs.

Ces profits fabuleux ne proviennent ni de découvertes technologiques nouvelles ni d'une explosion des ventes, qui n'ont augmenté que de 6 % en un an. Ils sont faits sur le dos des travailleurs.

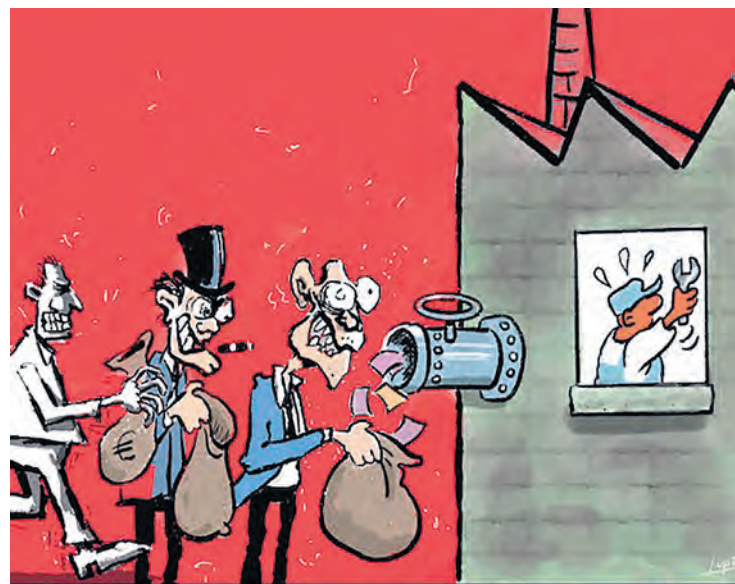
En effet la charge de travail ne cesse d'augmenter ces dernières années.

Il y a eu 130 000 suppressions d'emplois, alors que le nombre de voitures produites a augmenté. Les cadences se sont accélérées, les journées sont plus dures, plus usantes. À l'usine de Poissy, en région parisienne, des travailleurs de 57, 58 et même 61 ans sont mutés de force sur les chaînes de montage, alors que des jeunes ouvriers de 30 ans n'arrivent déjà pas à tenir les postes sans s'abîmer les tendons ou les articulations. Cette année encore, des travailleurs sont morts de crise cardiaque à l'usine ou chez eux. Chaque minute gagnée à les faire courir, chaque seconde économisée se transforment en or pour ces parasites du travail ouvrier, qui ne mettent pas de limite à l'exploitation, même quand ils se goinfrent.

Éreinter les salariés au travail toute l'année ne suffit pas au patron. Il cherche aussi à leur voler leurs congés. Dans toutes les usines, il a essayé de réduire les vacances d'été à deux semaines. Et à Poissy il veut imposer, en plus, le positionnement de la quatrième semaine quand cela lui convient, pour éviter de recourir au chômage partiel.

Quant aux travailleurs intérimaires, le patron continue à les voler systématiquement, comptant sur leur précarité pour leur faire accepter ses escroqueries. Chaque mois, il y a des erreurs sur les fiches de paye des intérimaires, chaque mois des heures sont oubliées.

Pour augmenter l'exploitation à moindre coût, le patron a aussi réorganisé le temps de travail, pour que les ateliers consommant le plus d'électricité, Ferrage et Peinture, travaillent au maximum au moment où elle coûte moins cher. En effet, EDF paye une subvention au patron pour l'inciter à produire la nuit. Résultat,



quand le patron force les travailleurs à fabriquer des voitures de nuit, il reçoit de l'argent d'EDF!

Voilà l'envers du décor, les conditions de l'enrichissement des actionnaires qui ensuite pleurnichent en invoquant le prétendu « coût du travail » quand il s'agit d'augmenter les salaires. Stellantis n'a accordé que 3,6 % cette année, bien en dessous de l'inflation. La prime d'intéressement annoncée de 4 100 euros brut (soit 3 700 net seulement) est inférieure à celle de 2022. Car le patron avait tout prévu : sachant qu'en aggravant l'exploitation il allait accroître les profits, il a fait signer aux syndicats pro-patronaux un accord qui change les

règles de l'intéressement en sa faveur, bien entendu. Comme quoi ces primes ne sont qu'arnaque et illusions.

Pour l'instant, les capitalistes de l'automobile, comme les autres, se réjouissent de pouvoir continuer à arracher des milliards aux travailleurs. La grève dans les usines automobiles aux États-Unis a rappelé récemment qu'ils n'étaient pas à l'abri d'une explosion de colère. Ils doivent tout aux travailleurs, jusqu'à leur dernière chemise ! En prendre conscience permettra de se mobiliser pour les faire payer et arracher ce qui nous est dû.

Correspondant LO

Toyota - Onnaing : les actionnaires profitent

La direction du groupe Toyota a annoncé ses bénéfices pour les derniers mois : c'est record sur record ! Ils se montent à 8,5 milliards d'euros en trois mois, d'octobre à décembre 2023 ; à 24,9 milliards d'euros en neuf mois, d'avril à décembre 2023. La prévision annuelle est en hausse de... 83,6 % !

Ces bénéfices sont le fruit du travail de l'ensemble des 400 000 salariés de ce groupe mondial. Et ils sont aussi, d'ailleurs, le fruit du travail de toute la cascade de sous-traitants et de travailleurs, à toutes les étapes allant de la production à la commercialisation. La direction joue la division : alors que les usines Toyota sont réparties sur tous les continents, des primes sont versées dans certains pays et pas dans d'autres.

L'usine d'Onnaing, dans le Nord près de Valenciennes, produit des Yaris. À l'annonce des bénéfices

faramineux du groupe, beaucoup d'ouvriers ont été choqués, en particulier du fait qu'il n'y ait même pas une prime de participation. En ce moment, les autres groupes automobiles annoncent aussi leurs bénéfices, et parfois des primes de participation de quelques milliers d'euros. Ce sont des primes, et pas du salaire, et c'est notoirement insuffisant. Mais la comparaison fait encore plus ressortir le fait qu'à Toyota - Onnaing, c'est zéro. En plus, en décembre dernier, lors des NAO (négociations annuelles obligatoires, avec les syndicats),



la direction n'avait accordé que des miettes : 1,2 % d'augmentation générale sur les salaires.

La pilule a d'autant plus de mal à passer que la direction justifie de ne pas verser de prime de participation aux bénéfices par le fait que, pour cette usine, elle ne déclare pas de bénéfices ! Elle tourne jour et nuit, 1 215 voitures sont produites chaque jour, les heures supplémentaires sont quotidiennes sous le nom d'over-time, il y a de nombreux samedis ou dimanches travaillés... et l'usine serait déficitaire ?

C'est un mensonge éhonté, et d'ailleurs beaucoup de travailleurs ont compris que Toyota utilise un artifice comptable depuis plus de vingt ans. Le groupe ne paie pas d'impôt en France, ni de prime de participation aux 5 000 ouvriers d'Onnaing : c'est une double économie, qui se fait d'ailleurs avec la complicité de l'État. Celui-ci est parfaitement au courant de l'entourloupe : il y a quelques années, l'administration fiscale avait négocié avec la direction de Toyota qu'elle déclare quelques bénéfices, afin

qu'elle paie quelques arriérés d'impôts et une prime de participation aux salariés. Et depuis... Toyota continue à procéder exactement de la même manière.

Les grands groupes capitalistes comme Toyota se comportent comme des sangsues, qui pompent la richesse aux dépens de l'ensemble des travailleurs et de la société. Ils ne s'en cachent même plus, faisant eux-mêmes la démonstration de leur parasitisme. Et beaucoup de travailleurs ne sont pas dupes.

Correspondant LO

La Poste – Nantes : “qui peut vivre un mois sans salaire ?”

À l'annonce de la sanction d'un mois de mise à pied sans salaire d'un facteur, qui avait estimé au retour de sa tournée qu'il n'avait pas à repartir, ses collègues postiers de Nantes-Bretagne (quartiers du centre-ville) ont immédiatement arrêté le travail.

En septembre déjà, les facteurs avaient constaté le non-versement des primes liées à la dernière réorganisation, qui supprimait des emplois et allongeait les tournées. Les facteurs avaient débrayé, déclarant ne pas travailler tant que le directeur ne s'expliquerait pas. Trois heures plus tard, ce dernier s'engageait alors par écrit à verser les sommes promises!

Lundi 12 février, tous se disant « aujourd'hui, c'est notre collègue qui est sanctionné d'un mois sans salaire, demain ça peut-être moi », ils se sont mis en grève spontanément.

Pendant toute la semaine, une quarantaine de postiers, facteurs ou travaillant au Carré pro et au traitement des recommandés,

ont été grévistes, arborant un autocollant résumant leur sentiment : « *Qui peut vivre un mois sans salaire ?* »

Réunis en assemblée générale, ils ont voté la grève chaque jour et une liste de revendications. Ils ont choisi, pour les porter, un représentant par équipe, en plus des représentants syndicaux. Devant la direction, ceux-ci ont dénoncé la façon dont ils sont traités, le manque de renforts, les pressions pour traiter toujours plus de courrier, les menaces et la sanction qui touche aujourd'hui leur collègue.

Pour expliquer leur mobilisation, les grévistes ont distribué un tract à la cantine, s'adressant aux collègues du centre financier puis aux usagers. Jeudi



Grévistes devant le centre Nantes-Bretagne.

15 février, jour de grève nationale sur les salaires à La Poste, ils sont allés ensemble s'adresser aux postiers du centre de distribution d'Éraudière, et ont ainsi eu un petit renfort de nouveaux grévistes, en plus de ceux qui avaient déjà prévu de faire grève ce jour-là.

La tentative de la direction de briser la grève par

des Task Force (postiers embauchés pour remplacer les grévistes) ou des cadres les a bien fait rire : « *J'ai vu un Task Force tourner avec son vélo : il ne savait pas par où sortir en ville !* » ; « *J'ai entendu tel cadre dire qu'il n'avait jamais autant marché de sa vie* », « *J'ai vu deux mecs qui travaillaient sur mon casier ce matin, on aurait dit qu'ils étaient perdus au milieu du désert* ». Et de conclure en parlant de la direction : « *Si eux ne sont pas là, le travail sera fait, mais pas si nous ne sommes pas là.* »

Après une semaine de grève, les facteurs n'ont pas obtenu la suppression de la sanction, mais plusieurs choses qui vont améliorer leur quotidien : embauche de deux renforts en CDD, fin de l'alimentation en

continu par les chefs au tri général, attribution de vélos aux remplaçants, rappel que les facteurs ont le droit de s'exprimer sur les problèmes lors des briefings quotidiens, prolongement de la durée des renforts et cantine à nouveau accessible aux facteurs. Et certains disaient lundi 19 au soir : « *Mardi il y a bien un préavis de grève sur les salaires aussi ? Direct, je fais grève !* ».

Cette semaine de lutte vécue ensemble a soudé les grévistes, les anciens ont retrouvé de l'énergie aux côtés des plus jeunes et de ceux pour qui c'est la première expérience de grève. Tous sont fiers et contents d'avoir ainsi fait face à la direction.

Correspondant LO

Hôpitaux lyonnais : “innover” sans rien changer

Les Hospices civils de Lyon ont créé un pôle d'innovation, avec un budget dédié s'élevant à 2,5 millions d'euros. L'objectif affiché est de développer ce qu'ils appellent pompeusement « l'intrapreneuriat ».



En s'inspirant des politiques d'entreprises comme Michelin ou d'administrations comme la Gendarmerie nationale, les HCL utilisent le personnel hospitalier pour en faire des « intrapreneurs » et créer des start-up dans les hôpitaux. Une formation est même organisée avec l'École supérieure de

commerce de Lyon, qui s'appelle maintenant l'EM Lyon Business School. Les HCL viennent de recevoir un prix d'innovation en ressources humaines aux Rencontres RH de la Santé.

Alors qu'il manque du personnel soignant à tous les étages, que les journées de travail sont épuisantes, quelques salariés des HCL sont donc invités à suivre des cours de marketing, d'élaboration de « business plan », de développement et de gestion d'entreprise. Pendant ce temps, la grande majorité des hospitaliers ne sont même pas formés aux gestes d'urgence, d'incendie et d'évacuation des locaux.

Alors pour l'instant, derrière la prétendue ouverture du dispositif aux 24000 agents des HCL, on ne trouve que de la communication pour tenter de valoriser

l'image de l'hôpital, sans grandes conséquences concrètes. Bien sûr, cela ne va rien changer aux fermetures de lits qui privent les patients des soins dont ils ont besoin, ni aux conditions de travail épuisantes pour le personnel.

Tout au plus, l'innovation aux HCL aboutira à créer des petits patrons au sein des hôpitaux, en finançant leur développement, ou à fournir des données à des entreprises privées de l'informatique ou de la technologie. C'est en quelque sorte une déclinaison de la « start-up nation » voulue par Macron. Mais de toutes façons, cela fait longtemps que les directions gèrent les hôpitaux comme des entreprises : comme à l'usine, elles cherchent à « optimiser » les services pour les rendre plus « compétitifs », c'est-à-dire à renvoyer les patients chez eux le plus rapidement possible, tout en faisant travailler les hospitaliers plus vite et plus intensément.

Correspondant LO

IDEA - ASN – Calais : l'entreprise hackée, les travailleurs braqués

Sur le site d'ASN (Alcatel Submarine Networks) de Calais, environ 1 000 travailleurs fabriquent et conditionnent de la fibre optique sous-marine. Parmi eux, 300 salariés travaillent pour l'entreprise sous-traitante IDEA.

En décembre dernier, le groupe IDEA a été touché par une cyberattaque du logiciel de rançon Lockbit 3.0. Celui-ci aurait bloqué les fichiers de l'entreprise, y compris les données liées au personnel, et demanderait une rançon pour les débloquer. Or, ce mois-ci,

les travailleurs d'IDEA devaient toucher le paiement des heures supplémentaires des mois de novembre, décembre et janvier et, sous prétexte que le décompte des heures est rendu inaccessible par la cyberattaque, ils n'ont rien touché. Cela représente 200 euros en moyenne et jusqu'à 350 euros pour certains salariés.

Quand les patrons se font eux-mêmes rançonner, ils trouvent encore les moyens de le faire payer à leurs salariés!

Correspondant LO

Morts au travail : les fruits pourris de l'exploitation

Dernièrement, une enquête approfondie du Monde a rappelé le silence qui entourait les morts au travail. Pour les médias, ces derniers sont souvent moins intéressants que les victimes de crimes crapuleux.

Ainsi, il faudrait accepter l'idée que l'exploitation tue, alors que c'est scandaleux. Le nombre de morts au travail n'est même pas sérieusement recensé par l'État. La dernière étude sérieuse a été faite en 2019 et ne les prend pas tous en compte. La Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) compte, en 2022, 738 morts au travail soit deux par jour. Mais ces chiffres sont sous-estimés car ils ne tiennent compte

ni des accidents de trajet ni des suicides sur le lieu de travail, ni des accidents vasculaires cérébraux ou des crises cardiaques survenus dans l'entreprise. Et bien sûr, les maladies professionnelles qui tuent à petit feu sont ignorées dans ces décomptes.

Ces accidents mortels touchent particulièrement les jeunes, voire les très jeunes, les apprentis. Le gouvernement qui s'est vanté d'avoir doublé les effectifs

de cette main-d'œuvre peu onéreuse pour les patrons entre 2017 et 2021, se garde bien de relever que les accidents du travail sont 2,5 fois plus nombreux chez les jeunes de moins de 25 ans. Ces travailleurs moins expérimentés sont plus facilement contraints de prendre des risques même si cela est bien sûr vrai de tous les travailleurs en situation de précarité, les intérimaires, les sous-traitants, les sans-papiers. Ainsi les travailleurs du BTP paient un lourd tribut puisqu'on compte un mort par jour dans cette branche. Et c'est bien la recherche du profit

qui explique ces morts : il en va ainsi pour ce jeune homme de 25 ans qui posait des panneaux photovoltaïques et est passé au travers de la toiture en 2021. Le patron avait renoncé à monter un échafaudage, pour faire des économies, ce qui a fait dire à la mère du jeune homme que « son fils était mort pour 6000 euros. » Dans nombre d'entreprises, les patrons refusent de remplacer des machines obsolètes, donc dangereuses, dont le système de sécurité est défaillant, par simple souci d'économie.

Pour autant, il est rarissime que ces patrons res-

ponsables fassent de la prison. Ils s'efforcent presque toujours de faire retomber la faute sur le salarié décédé, qui n'aurait pas respecté les consignes de sécurité. Au terme d'années de procédures, ils sont parfois condamnés à des amendes dérisoires. La recherche du profit tue depuis que le capitalisme est le capitalisme. Ce ne sont pas des amendes ou des primes qui arrêteront les patrons criminels. Il faut en finir avec un système où la vie d'un travailleur ne vaut rien.

Aline Urbain

Revima - Caudebec-en-Caux : Augmentez les salaires !

Du lundi 12 au jeudi 16 février, de nombreux travailleurs de l'usine Revima à Caudebec-en-Caux, en Seine-Maritime, ont fait grève pour obtenir une augmentation de salaire plus élevée que ce que prévoyait la direction.

Ils ont organisé un piquet de grève à l'entrée de l'entreprise et des barrages filtrants sur les ronds-points à proximité. De nombreux automobilistes ont montré leur solidarité et pris le tract des grévistes « Augmentez les salaires ! »

Comme l'ensemble des travailleurs, les ouvriers de Revima ont de quoi être en colère. Dans cette entreprise de maintenance de l'aéronautique, les cadences ont explosé alors que le pouvoir d'achat baisse à cause de l'inflation. Les carnets

de commandes sont pleins et les profits augmentent pour engraisser l'actionnaire Ardian, une société financière.

Finalement le patron a un peu reculé en accordant une augmentation générale de 4%. Ce n'est pas autant que l'inflation, mais c'est plus que ce qu'il proposait auparavant. Les travailleurs de Revima se sont fait respecter.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Gaza : une guerre sans fin

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a réaffirmé sa volonté de lancer une offensive sur la ville de Rafah, située dans le sud de la bande de Gaza, où se trouvent massés près de 1,3 million de réfugiés palestiniens. « *Quiconque veut nous empêcher de mener une opération à Rafah nous dit en fait de perdre la guerre. Je ne vais pas céder à cela* », a-t-il déclaré le samedi 17 février.

Le principal rival de Netanyahu, l'ex-chef d'état-major et membre du cabinet de guerre Benny Ganz, a, lui, posé un ultimatum : « *Si d'ici au ramadan les otages ne sont pas à la maison, les combats continueront partout, y compris dans la région de Rafah.* » Cela lui permet de conserver une image de fermeté, tout en faisant mine de se préoccuper plus que Netanyahu de la libération des otages. Mais cela montre surtout que ces deux politiques ne s'opposent pas fondamentalement sur des politiques différentes vis-à-vis de la guerre actuelle, et encore moins en ce qui concerne les droits des Palestiniens.

Depuis le 7 octobre, Netanyahu proclame sa volonté de détruire le Hamas, ce qu'il présente comme le but de la guerre. Mais en réalité il sait très bien qu'il devra finir par trouver un terrain d'entente avec

celui-ci, tout comme il avait finalement été nécessaire de le faire avec l'OLP. Ces organisations nationalistes, qu'elles soient laïques ou islamistes, aspirent à se faire reconnaître comme des interlocuteurs des grandes puissances et d'Israël. Disposant du crédit gagné parmi les Palestiniens, elles peuvent être à même de les gouverner en garantissant une stabilité politique. C'est cette position qu'elles voudraient obtenir, quitte au besoin à utiliser leur crédit pour les mettre au pas.

La guerre que le gouvernement israélien mène à Gaza, à coups de bombardements massifs, de massacres aveugles, avec des hôpitaux pris pour cible, comme à Khan Younés le 15 février, vise en premier lieu à réprimer un sentiment de terreur parmi les Palestiniens, pour leur faire accepter leur situation. Le gouvernement de



HATEM ALI/AP

Après une frappe israélienne à Rafah, le 16 février.

Netanyahu ne fait ainsi que poursuivre la politique de ceux qui l'ont précédé à la tête d'Israël depuis 1948. Mais cette politique s'avère plus que jamais une impasse : même après plus de quatre mois de violence, avec l'utilisation des moyens d'une armée ultra-moderne, les dirigeants israéliens doivent encore reconnaître qu'ils n'ont pas réussi à « remporter une victoire totale », pour reprendre la formule de Netanyahu. Mais ils n'envisagent d'autre politique que de poursuivre cette fuite en avant militaire, accentuée

encore sous la pression de l'extrême droite. Le ministre des Finances Bezael Smotrich, dirigeant d'un parti ultra-nationaliste et ouvertement raciste, a fait immobiliser dans le port d'Ashdod plus de mille conteneurs d'aide alimentaire destinés à la bande de Gaza, alors que sa population est menacée de famine.

Le gouvernement israélien prétend qu'il prépare une évacuation des civils de Rafah, avant l'offensive au sol, sans dire où ils seraient déplacés. Il dit aussi ne pas vouloir évacuer les Palestiniens en Égypte. Mais des ONG ont observé, à la frontière égyptienne non loin de Rafah, des travaux d'aménagement d'un camp fermé par des murs de sept mètres de haut. Il pourrait accueillir 100 000 personnes, bien que le gouvernement égyptien nie l'existence d'un tel projet.

Si des Palestiniens finissent pourtant par fuir en Égypte pour ce genre de prison à ciel ouvert, il y a peu de chances qu'ils puissent ensuite revenir à Gaza. Ils risquent de connaître le sort des réfugiés de 1948,

expulsés par Israël et dont les familles se trouvent toujours dans des camps en Jordanie ou au Liban.

Soucieux d'éviter une déstabilisation de toute la région, les dirigeants américains ont mis en garde le gouvernement israélien, lui demandant de renoncer à une offensive contre Rafah, tout en poursuivant leur soutien à sa politique. Alors qu'un projet de résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat devait être présenté à l'ONU par le gouvernement algérien, les États-Unis ont fait savoir qu'ils y mettraient leur veto.

Les grandes puissances continuent à évoquer une solution à deux États, ce qui obligerait le gouvernement israélien à engager ouvertement des négociations avec le Hamas pour sortir du conflit. Mais Netanyahu continue de s'y refuser et les États-Unis ne font rien pour l'y contraindre. En attendant, ni les dirigeants d'Israël ni ses conseillers occidentaux ne se soucient des Palestiniens écrasés sous les bombes, ou de mettre fin à leur oppression.

Hélène Comte

Julian Assange : les oubliettes des "démocraties"

Le lanceur d'alerte Julian Assange est sur le point d'être fixé sur son sort judiciaire : il est à la merci de la justice pour avoir révélé des crimes de guerre commis par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan.

Depuis 2010, Assange est sous le coup d'une procédure d'extradition du territoire britannique. D'abord en liberté surveillée sous bracelet électronique, il s'est réfugié pendant sept ans dans une pièce de l'ambassade de l'Équateur à Londres. Arrêté par la police britannique en 2019, il est détenu depuis dans une prison de haute sécurité. Privé de liberté

depuis quatorze ans, Assange, dont l'équilibre mental serait vacillant, pourrait être livré aux États-Unis où l'attendent un procès pour espionnage et une peine pouvant aller jusqu'à 175 ans d'emprisonnement.

Les gouvernements américain et britannique, qui s'indignent du sort que Poutine a réservé à son opposant Navalny, ont

systématiquement persécuté Assange. Quant à Macron, il a obstinément refusé que la France réponde à ses demandes d'asile.

Assange avait publié en 2010 sur son site Wikileaks 700 000 documents confidentiels, en association avec cinq journaux, dont le *Guardian*, le *New York Times* et *Le Monde*, révélant une face de la « guerre contre le terrorisme » que l'État américain voulait cacher au monde et à sa propre population. Par exemple, une vidéo montrait un hélicoptère de combat américain en Irak tuant des civils, dont deux journalistes de l'agence Reuters, en 2007.

Ce que font leurs armées d'occupation est un secret d'État que cachent les impérialismes « démocratiques. » Sous Obama, puis Trump et aujourd'hui Biden, l'État américain ne pardonne pas à Assange d'avoir dévoilé les crimes commis lors de ses interventions militaires.

Lucien Déroit



STÉPHANIE LECOCO/REUTERS

Manifestation à Paris, le 20 février.

Cercle Léon Trotsky

L'Union européenne s'enfonce dans la crise

Pour une Europe des travailleurs !

Samedi 2 mars à 15 heures

Grande salle de la Mutualité

24 rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)



WIKIPEDIA